

Dr MAURICE MANGISCH
Directeur
de l'Ecole industrielle supérieure
SION

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES **d'instruction civique**

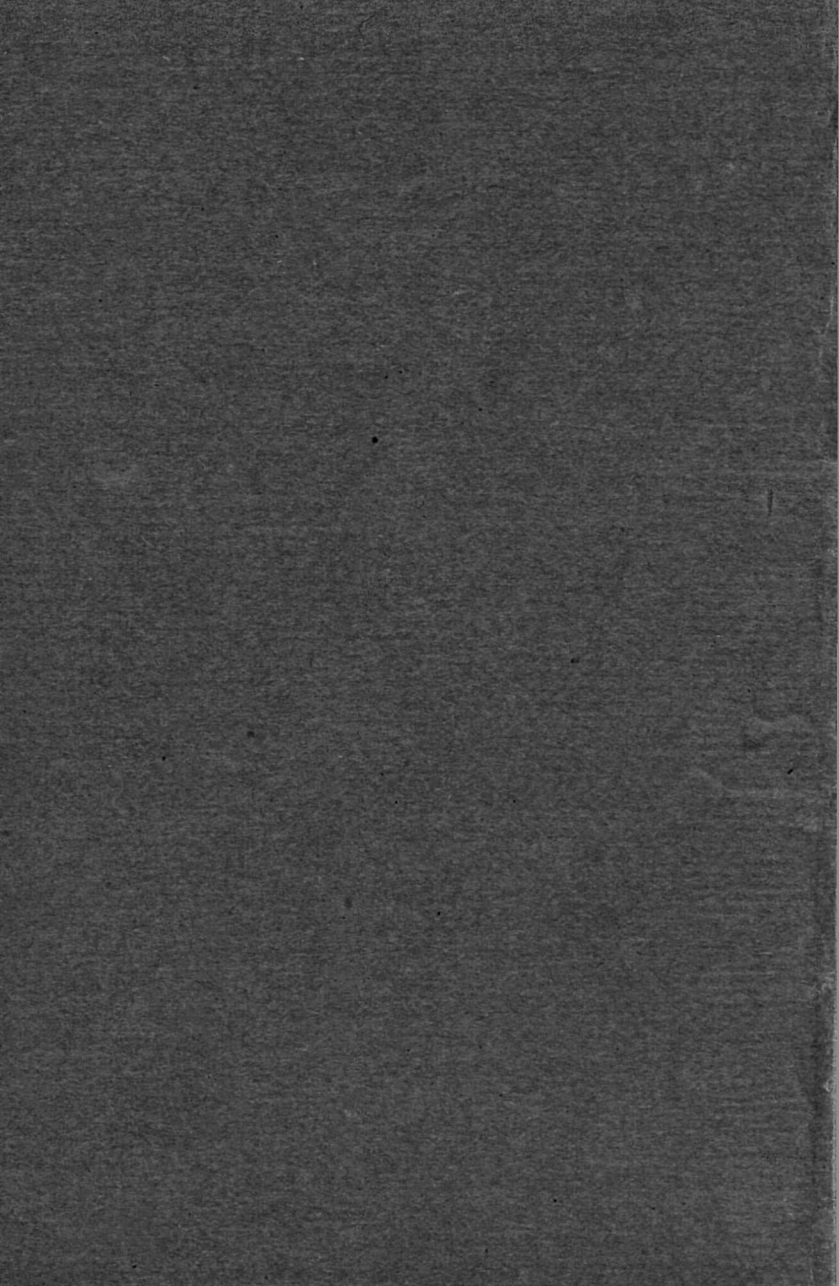
Libre adaptation
aux institutions valaisannes
de l'ouvrage de
H. DUCHOSAL, Directeur
de l'Ecole secondaire et supérieure
des jeunes filles
GENÈVE

Manuel adopté par le Département
de l'Instruction publique du canton du Valais

TA

SION
1927

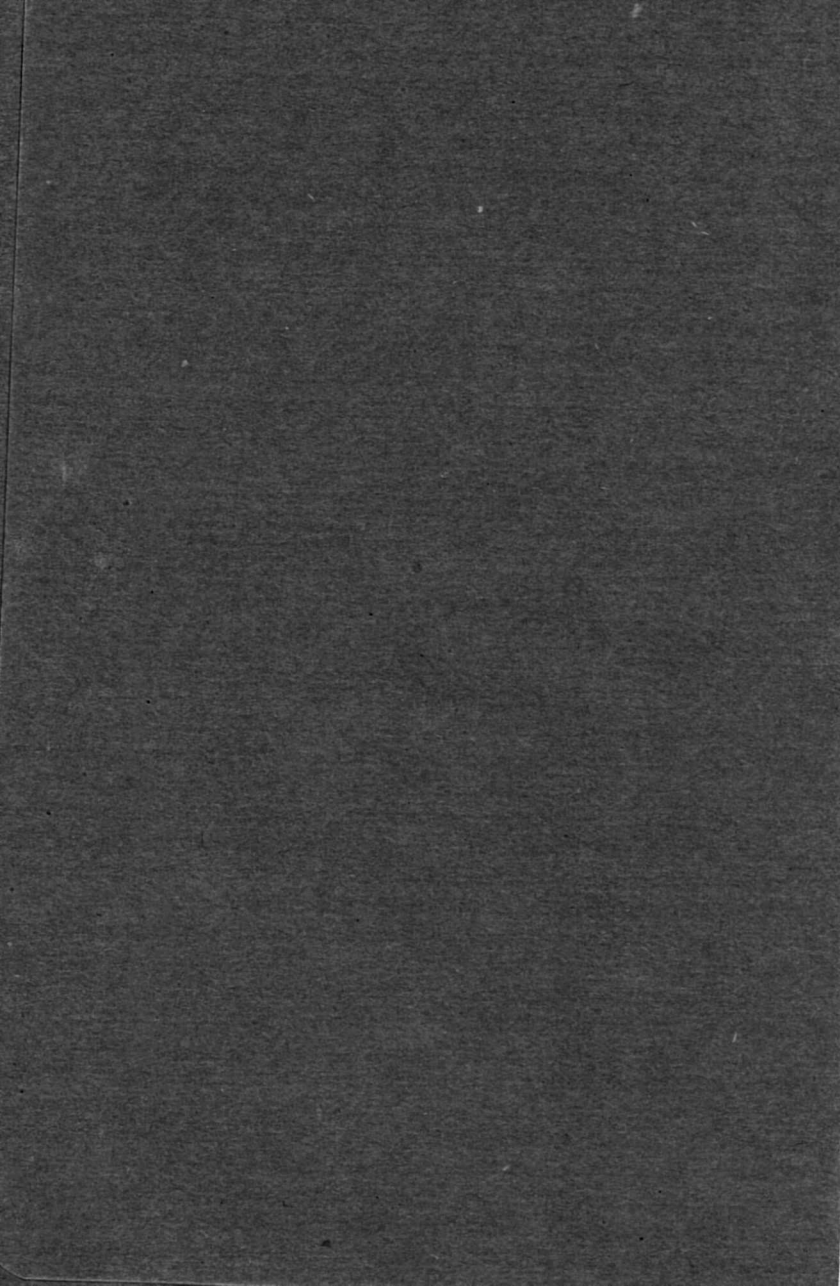
2329



Médiathèque VS Mediathek



1010489453



Dr MAURICE MANGISCH
Directeur
de l'Ecole industrielle supérieure
SION
—○—

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES **d'instruction civique**

Libre adaptation
aux institutions valaisannes
de l'ouvrage de
H. DUCHOSAL, Directeur
de l'Ecole secondaire et supérieure
des jeunes filles
GENÈVE

Manuel adopté par le Département
de l'Instruction publique du canton du Valais

3382865

SION
1927

TA 2329



4921



AVANT-PROPOS



Les circonstances actuelles ne nous font-elles pas un devoir de mettre de plus en plus l'instruction civique à l'ordre du jour ? Dans un pays comme le nôtre où le peuple est le véritable souverain, et où l'électeur, par son bulletin de vote, préside aux destinées de la patrie, ne faut-il pas absolument intéresser, dès son jeune âge, le futur citoyen à la vie civique, et lui montrer toute la portée de l'exercice de ses droits politiques, afin qu'il comprenne les graves responsabilités qui y sont attachées, et qu'il fasse plus tard un usage judicieux de ses précieuses et honorables prérogatives ? La paix dont nous avons joui au milieu de la tourmente qui a désolé l'Europe, nous pénètre de reconnaissance envers nos pères, qui, au prix de luttes sans nombre, ont construit avec tant de sagesse un édifice politique inébranlable, fondé sur le roc de la liberté. C'est à chacun de nous, maintenant, de monter la garde avec vigilance auprès de ce patrimoine sacré, et, par un labeur intelligent, de le défendre contre les mille dangers auxquels il est exposé, de l'améliorer avec persévérance, de le léguer à nos enfants encore plus beau et plus riche que nous ne l'avons reçu nous-mêmes.



4921



AVANT-PROPOS

Les circonstances actuelles ne nous font-elles pas un devoir de mettre de plus en plus l'instruction civique à l'ordre du jour ? Dans un pays comme le nôtre où le peuple est le véritable souverain, et où l'électeur, par son bulletin de vote, préside aux destinées de la patrie, ne faut-il pas absolument intéresser, dès son jeune âge, le futur citoyen à la vie civique, et lui montrer toute la portée de l'exercice de ses droits politiques, afin qu'il comprenne les graves responsabilités qui y sont attachées, et qu'il fasse plus tard un usage judicieux de ses précieuses et honorables prérogatives ? La paix dont nous avons joui au milieu de la tourmente qui a désolé l'Europe, nous pénètre de reconnaissance envers nos pères, qui, au prix de luttes sans nombre, ont construit avec tant de sagesse un édifice politique inébranlable, fondé sur le roc de la liberté. C'est à chacun de nous, maintenant, de monter la garde avec vigilance auprès de ce patrimoine sacré, et, par un labeur intelligent, de le défendre contre les mille dangers auxquels il est exposé, de l'améliorer avec persévérance, de le léguer à nos enfants encore plus beau et plus riche que nous ne l'avons reçu nous-mêmes.

Cet opuscule a été soigneusement mis en harmonie avec la législation la plus récente. Nous nous sommes efforcé de rester simple, clair et bref, et nous sommes gardé de nous laisser entraîner à des développements qui pourraient paraître obscurs aux jeunes gens auxquels l'ouvrage est destiné. Sur les pages laissées blanches à la fin du manuel, l'élève pourra noter des renseignements complémentaires donnés par le maître au cours des leçons, ainsi que les modifications que nécessiterait l'entrée en vigueur de lois nouvelles. Enfin, nous avons marqué d'un astérisque (*) les leçons moins indispensables que le maître pourra abréger, ou même omettre complètement, dans les **cours inférieurs** ou avec des **volées particulièrement faibles**. Il va de soi d'ailleurs que la division que nous avons adoptée, n'est pas rigoureuse et qu'on pourra, suivant les circonstances et le temps dont on dispose, diviser une leçon, ou en prendre deux au lieu d'une. La tâche du manuel est de guider, et non point d'asservir.





Première partie

LA FAMILLE

Chacun de nous porte un nom de «famille», que ses parents lui ont transmis. Ce nom, illustre ou modeste, nous devons le garder sans tache. Il signifie que nous faisons partie d'une famille, c'est-à-dire d'une petite société au sein de laquelle nous avons vu le jour, nous avons grandi, pour devenir ce que nous sommes aujourd'hui.





PREMIERE LEÇON.

Nature de la famille

1) Bien qu'elle soit une très petite société, la famille est la **société fondamentale**, l'élément constitutif de la commune et de l'Etat, qui est la grande société. Il importe de le bien comprendre au début d'un cours d'instruction civique, qui traite précisément des institutions publiques de l'Etat et de la commune.

2) Dans la famille, le principe d'autorité appartient aux parents. Les parents fixent la règle, font exécuter les ordres donnés et punissent les enfants qui s'en écartent. C'est là, en petit, ce qu'on rencontrera en grand dans l'Etat, savoir les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Mais, au lieu d'être séparés comme dans l'Etat, ces pouvoirs sont réunis dans la personne du père et de la mère, qui les exercent en commun.

3) En outre, la famille, comme la commune et l'Etat, a besoin de ressources, qu'elle se procure principalement par le travail de son chef; elle doit aussi équilibrer ses recettes et ses dépenses, établir ce que l'on appelle un budget, et faire régner le bon ordre en toutes choses (autorité domestique, économie domestique).

4) Jadis, la famille était beaucoup plus étendue que de nos jours : c'était la famille patriarcale, grou-

pant, sous l'autorité de son chef, non seulement l'épouse et les enfants, mais aussi les conjoints des enfants adultes, les petits-enfants, les serviteurs, même les esclaves. Aujourd'hui, la famille est restreinte : dans la règle, elle ne se compose que du père, de la mère et des enfants. Les familles fortes et nombreuses, fréquentes surtout dans nos milieux agricoles, sont l'honneur du Valais et la preuve de la santé morale de notre population.

DEUXIEME LEÇON.

Importance de la famille

5) Puisque la famille est à la base de la société civile organisée, il va de soi que la situation et la valeur des familles ont une grande importance pour la société entière. Si, dans leur ensemble, les familles sont bonnes, saines et fortes, l'ordre et la prospérité régneront dans l'Etat. Au contraire, si les familles sont faibles, désunies et vicieuses, la décadence de l'Etat ne tardera pas à se produire.

6) Les pouvoirs publics doivent donc, par leurs actes et par leurs lois, exercer une influence bienfaisante sur la famille. Ils doivent concourir à faire régner, chez elle, la bonne éducation, l'amour du travail, la morale, l'ordre et l'économie : autant de facteurs d'aisance et de bien-être. L'Etat peut favoriser la famille de plusieurs manières : par exemple, en exonérant de l'impôt une partie du revenu, suivant le nombre des jeunes enfants à élever, et en promulguant de justes lois sur le travail et les œuvres de prévoyance sociale.

7) Il faut en outre que l'esprit et la vie de famille animent les foyers. Tout en remplissant leurs obligations civiles et sociales, les pères et les fils ne se laisseront pas accaparer par les sociétés de tous genres qui les arrachent à la vie de famille. Pour l'éducation de la jeunesse, la famille est le milieu naturel par excellence. Il l'est si bien que, lorsque l'enfant en est privé par suite de certaines circonstances, on tâche de le reconstituer dans des établissements tels que les pensionnats, les orphelinats, etc.

8) Deux institutions sont indispensables au maintien de la famille : le mariage chrétien et la propriété privée. La propriété privée est, pour l'homme, un droit naturel, c'est-à-dire un droit qui a son fondement dans sa nature même et que, dès lors, aucune puissance humaine ne saurait lui ravir sans injustice.

9) Le livre deuxième du **Code civil suisse** traite de la famille. Il régit les rapports entre époux et entre parents et enfants. La loi prescrit que les enfants sont soumis à la **puissance paternelle**, jusqu'à leur majorité (20 ans). Elle impose aux parents et aux descendants l'obligation de s'assister réciproquement. Elle place ceux qui vivent, dans un même ménage, sous l'**autorité domestique** du chef de famille. Elle institue la **tutelle** pour les mineurs orphelins et pour les incapables. Malheureusement, elle admet aussi le **divorce**, un des dissolvants les plus actifs de la famille, dont les funestes conséquences affaiblissent l'ordre social tout entier.







Deuxième partie

LA COMMUNE

Les hommes sont faits pour vivre en société; aussi les familles ne s'ignorent-elles pas complètement les unes les autres, et ne vivent-elles point dans l'isolement. Elles sont groupées, au contraire, sur un territoire bien déterminé et composent, dans leur ensemble, ce qu'on appelle une «commune». Comme c'est dans la commune que les citoyens exercent la plupart de leurs prérogatives, nous étudierons également dans cette partie, les droits et les devoirs des citoyens.





TROISIEME LEÇON.

La commune en général

10) Comme nous venons de le voir, la commune est l'ensemble des familles et des individus groupés sur un territoire déterminé, dans lequel se trouvent quelquefois une ville ou un village, ou bien un village principal et un ou plusieurs hameaux. L'institution de la commune, qui remonte au moyen âge, se trouve presque dans tous les pays.

11) Si, dans une commune, chacun des citoyens pouvait agir à son gré, sans tenir compte des intérêts de son voisin, on reviendrait à l'époque où la force régnait, c'est-à-dire à la barbarie. Grâce à la civilisation, on a reconnu qu'il est plus sage de confier les intérêts généraux de la communauté à un certain nombre de citoyens, choisis par tous les intéressés et parmi les plus capables d'entre eux. A la tête de la commune se trouvent donc un conseil communal et son président.

12) La commune est un vrai diminutif de l'Etat. Elle a les mêmes services que ce dernier : police, travaux publics, instruction, justice, assistance, etc. Elle a aussi ses impôts. Elle est autonome dans les limites de la constitution et des lois.

13) Parmi les personnes qui habitent la commune, on distingue les bourgeois et les autres habitants.

Les bourgeois sont les ressortissants de la commune. Quant aux autres habitants, ce sont des Valaisans d'une autre commune ou des confédérés d'autres cantons, ou enfin des étrangers. Ces derniers ne sont pas membres actifs de la commune ou citoyens.

QUATRIEME LEÇON.

Le citoyen

14) Le **citoyen** est le membre actif de la commune et de l'Etat jouissant des droits civiques et politiques.

Ainsi l'étranger qui arrive dans un pays ne jouit pas de tels droits, et n'est pas un citoyen. Il peut acquérir cette qualité en se faisant naturaliser selon la manière prévue par la loi.

15) La qualité de citoyen comporte des devoirs qui se résument dans le respect des lois et le dévouement à la chose publique. En cas de guerre, le dévouement peut être demandé jusqu'au sacrifice de la vie, s'il est nécessaire pour la défense du pays. En tout temps, le citoyen suisse valide, doit, de l'âge de 20 à 48 ans, satisfaire à l'obligation du service militaire.

16) Le citoyen, comme tel, possède aussi des droits. Les principaux droits politiques reconnus au citoyen sont: le droit de vote et d'élection, le droit de referendum et le droit d'initiative. Nous leur consacrons des leçons spéciales. En outre, les constitutions fédérale et valaisanne garantissent certains droits fondamentaux tels que: l'égalité devant la loi, l'inviolabilité du domicile et de la propriété, le droit de pétition, le droit de n'être jugé que par ses juges

naturels (dans la règle celui de son domicile), la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté d'association, la liberté de commerce et d'industrie, et, pour tout Suisse, le droit de libre établissement.

17) Tous les citoyens ne professent pas les mêmes idées et n'ont pas les mêmes intérêts ni les mêmes conceptions gouvernementales.

Il se crée ainsi, dans chaque pays, des courants d'opinion, dont les partisans forment ce qu'on appelle des **partis politiques**. L'existence des partis politiques s'explique surtout par les faits de l'histoire, et par les intérêts économiques.

18) En Suisse, les partis représentés aux Chambres fédérales sont: le groupe radical-démocratique; le groupe conservateur catholique; le groupe socialiste; le groupe des paysans, artisans et bourgeois; le groupe libéral-démocratique; le groupe de politique sociale; le parti communiste. En Valais, les partis représentés actuellement au Grand Conseil sont: le parti conservateur, le parti libéral-radical et le parti socialiste.

CINQUIEME LEÇON.

Le droit de referendum et d'initiative

19) On appelle **referendum**, le droit qu'ont les citoyens de se prononcer sur l'acceptation ou le rejet d'une loi adoptée par le pouvoir législatif.

Il est **obligatoire** quand les lois sont soumises d'office et de plein droit, à la votation populaire.

Il est **facultatif**, si les citoyens doivent demander qu'une loi soit soumise à la votation populaire.

20) En matière cantonale, nous avons le referendum obligatoire, aussi bien pour les dispositions constitutionnelles que pour les lois ordinaires et les décrets. Cependant, le referendum n'est pas admis pour les décrets qui ont un caractère d'urgence ou qui ne sont pas d'une portée générale et permanente. Il n'existe pas non plus pour les dispositions législatives que nécessite l'exécution des lois fédérales.

21) Sur le terrain fédéral, le referendum n'est obligatoire qu'en matière constitutionnelle (modification, revision totale ou partielle de la constitution). Pour les autres lois, il est purement facultatif: il faut que la votation populaire soit demandée par 30,000 citoyens actifs ou par 8 cantons. Il en est de même pour les traités internationaux conclus pour une durée indéterminée ou pour plus de 15 ans.

22) On appelle **initiative populaire**, le droit qu'ont les citoyens de proposer une nouvelle loi ainsi que l'abrogation ou la modification d'une loi existante.

23) Dans le domaine fédéral, ce droit n'existe qu'en matière constitutionnelle, et la proposition doit être appuyée par 50,000 signatures de citoyens ayant le droit de vote. Sur le terrain cantonal, ce droit existe pour toutes les lois et la proposition doit être appuyée par 4000 signatures de citoyens ayant le droit de vote. En outre, lorsqu'il s'agit de l'abrogation ou de la modification d'une loi, il faut que celle-ci ait été en vigueur au moins depuis 4 ans.

Il faut 6000 signatures pour une demande de revision constitutionnelle cantonale.

Les propositions appuyées par un nombre suffisant de signatures sont, après coup, soumises à la votation populaire, suivant des formes déterminées.

SIXIEME LEÇON.

Le droit de vote et d'élection

24) On appelle **droit de vote**, le droit des citoyens de répondre par l'affirmative ou par la négative, aux questions qui leur sont posées. Le **droit d'élection** est le droit des citoyens de désigner leurs magistrats et leurs mandataires. Considéré plus spécialement dans l'exercice du droit de vote et d'élection, le citoyen s'appelle **électeur**.

25) Comme le droit de vote et d'élection appartient à tous les citoyens, quelles que soient leur position sociale ou leur situation de fortune, on le désigne sous le nom de **suffrage universel**. De plus, tout électeur est, dans la règle, éligible aux fonctions publiques.

26) En Valais, le citoyen est électeur à l'âge de 20 ans accomplis. Toutefois, il perd ce droit: a) s'il est depuis plus d'un an à la charge de l'assistance publique; b) s'il est interdit ou atteint d'imbécillité ou de démence notoires; c) s'il a subi une condamnation infamante (réclusion, emprisonnement pour vol ou faux); d) s'il a été frappé, par les tribunaux, de la privation temporaire des droits civiques; e) si, ensuite de faillite ou de saisie infructueuse (acte de défaut de biens) il a été condamné par le juge-instructeur de son domicile à la privation du droit de vote (laquelle peut être prononcée pour une durée de 4 ans au maximum); f) si, en qualité de citoyen suisse, il exerce ses droits politiques dans un autre canton.

27) L'électeur exerce son droit dans la commune de son domicile effectif. Il n'y a d'exception à cette règle que pour certaines votations concernant les avoirs bourgeoisiaux, que l'électeur peut faire dans sa commune d'origine, sans y être domicilié, à condition d'en faire la déclaration six mois à l'avance au président de la Bourgeoisie.

28) Pour pouvoir voter, en matière fédérale, l'électeur doit être domicilié en Valais et ne pas exercer son droit dans un autre canton. Pour pouvoir voter en matière communale et cantonale, l'électeur doit être établi depuis trois mois ou en séjour depuis une année dans une commune du canton. Ces délais courent à partir du jour du dépôt des papiers de légitimation prévu par la loi.

SEPTIEME LEÇON.

Le droit de vote et d'élection (Suite)

29) L'électeur valaisan est appelé à exercer son droit de vote ou d'élection :

- a) tous les quatre ans pour l'élection du Grand Conseil ;
- b) tous les quatre ans, pour l'élection du Conseil d'Etat ;
- c) tous les quatre ans, pour l'élection des autorités municipales et bourgeoisiales ;
- d) tous les quatre ans, mais deux ans après les élections précédentes, pour élire les juges de communes et leurs substituts ;

- e) tous les trois ans, pour élire les députés du Conseil national et du Conseil des Etats ;
- f) chaque fois qu'il est proposé une revision totale ou partielle de la Constitution fédérale et de la Constitution cantonale ;
- g) chaque fois que le referendum a été demandé contre une loi fédérale ou contre un traité international conclu pour une durée indéterminée ou pour plus de 15 ans ;
- h) pour exercer le referendum obligatoire cantonal ;
- i) pour se prononcer sur toute décision du Grand Conseil entraînant une dépense extraordinaire de Fr. 200,000.—, si celle-ci ne peut être couverte par les recettes ordinaires du budget ;
- j) pour élire des jurés fédéraux.

30) La loi électorale frappe d'amende celui qui exerce ou tente d'exercer son droit de vote et d'élection dans deux communes simultanément. La loi électorale réprime en outre toute une série de délits électoraux tels que la vénalité, la corruption, l'atteinte au libre exercice du droit de vote, la falsification de suffrages, etc. Elle interdit de même, dans le bâtiment électoral, toute discussion entre électeurs, toute distribution de bulletins et tout «quête» de votants.

31) Pour voter l'électeur prend dans la salle électorale une enveloppe munie du sceau communal. Il place son bulletin dans l'enveloppe et remet celle-ci, sans la coller ni la plier, au président du **bureau électoral** qui la place immédiatement dans l'urne.

HUITIEME LEÇON.

La représentation proportionnelle*

32) La représentation proportionnelle est un système électoral qui assure aux divers partis politiques, une juste et équitable répartition des sièges dans les conseils de l'Etat ou de la commune. Grâce à la proportionnelle, les partis ou les groupes importants d'électeurs obtiennent un nombre de sièges correspondant à leur force numérique, c'est-à-dire au nombre de leurs adhérents.

33) Les élections qui se font actuellement d'après le mode proportionnel sont :

- a) celles du Conseil national ;
- b) celles du Grand Conseil ;
- c) les élections communales et bourgeoisiales, mais seulement quand la demande en est faite, trois semaines avant, par un cinquième au moins des électeurs.

Sinon, les élections communales et bourgeoisiales ont lieu d'après le système majoritaire.

34) Dans les élections qui ont lieu d'après le mode proportionnel, chaque électeur n'a pas seulement une voix, mais il dispose d'autant de suffrages qu'il y a de conseillers ou de députés à élire. Ainsi, à Sion, où il y a quinze conseillers à élire, chaque électeur dispose de quinze suffrages.

35) Il y a deux sortes de suffrages, les suffrages **nominatifs** et les suffrages **complémentaires**. On appelle suffrage nominatif, celui qui exprime le nom d'un candidat déterminé ; on appelle suffrage com-

plémentaire, celui qui demeure en blanc et n'exprime aucun nom. Supposons que dans une commune qui a droit à quinze conseillers, un parti ait porté sur sa liste seulement dix noms de candidats et ait laissé en blanc les cinq autres suffrages : l'électeur qui dépose dans l'urne cette liste telle quelle, apporte dix suffrages nominatifs et cinq suffrages complémentaires. Cet électeur aurait pu compléter ces derniers, en ajoutant sur sa liste cinq noms de candidats officiels de n'importe quel parti.

36) L'électeur a le droit de rayer des noms sur la liste dont il se sert ; cela s'appelle le «biffage». Ce faisant, il ne cause aucun préjudice au parti dont il a adopté la liste. Mais si, non content de biffer un nom, l'électeur le remplace par celui d'un candidat officiel d'un autre parti, il fait alors du «panachage» et affaiblit d'un suffrage la liste de son parti au profit du parti auquel il a emprunté le candidat. Une liste sans panachage est dite **compacte**. C'est le propre d'un parti politique bien discipliné, d'apporter aux urnes le plus grand nombre possible de listes compactes.

37) Le **cumul** qui consiste à porter deux fois le même nom sur une liste, et l'**apparentement** ou alliance de listes, sont exclus des élections communales et cantonales. Ils sont admis par contre pour les élections du Conseil national.

NEUVIEME LEÇON.

L'Assemblée primaire et le Conseil général

38) Dans chaque commune, il existe une **Assemblée primaire** composée des citoyens actifs, c'est-à-

dire des bourgeois, des Valaisans et des Suisses jouissant de leurs droits civiques et demeurant dans les limites de la commune. C'est une assemblée délibérante et électorale qui exerce dans une certaine mesure le pouvoir législatif dans la commune.

39) L'Assemblée primaire possède les attributions suivantes :

- a) elle élit les magistrats de la commune et généralement toutes les autorités tant cantonales que fédérales dont l'élection est attribuée au peuple ;
- b) elle délibère sur les règlements locaux et les règlements de la police ;
- c) elle se prononce sur l'aliénation (vente) et l'hypothèque des biens communaux et sur les procès en appel, lorsque la commune est partie appelante ;
- d) elle prend annuellement connaissance du budget de la commune et contrôle les comptes et la gestion du conseil communal.

40) Dans les communes de plus de 700 âmes il peut y avoir un **Conseil général**, si la majorité de l'assemblée primaire le décide.

L'assemblée primaire est appelée à se prononcer si le conseil général est demandé par le $\frac{1}{5}$ au moins du corps électoral.

41) Dans les communes où existe le conseil général, ce dernier exerce les attributions que possède l'Assemblée primaire, en matière d'administration communale. C'est ainsi que les comptes et le budget ne deviennent définitifs qu'après avoir été approuvés par le Conseil général.

Ce Conseil doit aussi se prononcer sur tous les emprunts extraordinaires et sur toutes les dépenses

qui ne peuvent être couvertes par les ressources ordinaires du budget communal.

42) Le Conseil général est élu au système majoritaire ou proportionnel suivant le mode en vigueur pour l'élection du Conseil communal. Il est élu le dimanche qui suit l'élection du Conseil communal. Le nombre des conseillers généraux est de 20 à 60 suivant l'importance des communes. La fonction de conseiller général n'est pas obligatoire comme celle de conseiller communal.

43) Le Conseil général se réunit au moins deux fois par an. Il choisit lui-même son président, son vice-président et son secrétaire. Les membres du Conseil communal assistent, avec voix consultative, aux séances du Conseil général. Mais un conseiller communal ne peut être en même temps conseiller général.

DIXIEME LEÇON.

Le Conseil et l'administration communale

44) L'administration de chaque commune est confiée à un **Conseil communal**, à la tête duquel se trouve un président, désigné sous le nom de président de la commune. Le Conseil exerce le pouvoir exécutif dans la commune.

45) Les élections du Conseil communal ont lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de décembre. Sont électeurs, tous les citoyens valaisans ou suisses, âgés de 20 ans révolus, établis depuis trois mois ou en séjour depuis une année dans la commu-

ne. Le Conseil communal entre en fonctions le premier jour de l'année qui suit son élection.

46) Le nombre des conseillers est fixé par la Constitution cantonale ; il varie de trois à quinze membres et doit toujours être impair. Les conseillers communaux sont toujours rééligibles. Leurs fonctions sont obligatoires pendant huit ans au moins, sauf pour les citoyens âgés de 65 ans ou ceux qui ont des motifs légitimes et majeurs pour se faire exempter. Les fonctions de président ne sont obligatoires que pendant 4 ans.

47) Le Conseil communal exerce les attributions suivantes :

- a) il pourvoit à l'administration générale de la commune (travaux publics, finances, écoles, police, assistance, etc.) ;
- b) il élabore et fait exécuter les règlements locaux ;
- c) il nomme ses employés ;
- d) il fixe le budget des recettes et des dépenses ;
- e) il arrête les comptes et répartit les charges publiques. L'impôt communal sert à couvrir les dépenses de l'administration.

ONZIEME LEÇON.

Le juge de commune

48) Pour l'exercice de la justice, il y a dans chaque commune un **juge** et un juge-substitut ou vice-juge. Des communes peuvent former un cercle pour avoir un seul juge et un seul substitut. Nul ne peut

être en même temps juge et président de la même commune.

Le juge de commune et son substitut sont élus tous les quatre ans, le premier dimanche de décembre, non pas en même temps que les conseils communaux, mais la deuxième année suivant ces élections.

49) Le juge de commune est chargé des préliminaires de conciliation dans les causes civiles qui n'en sont pas dispensées par la loi, ainsi que dans les cas de diffamation et d'injures verbales envers les particuliers. C'est pour cette raison qu'on l'appelle souvent : «juge de paix». Ce magistrat doit donc faire tout son possible pour empêcher les procès et concilier les parties. S'il remplit bien ce rôle, sa mission est vraiment bienfaisante et élevée.

50) Le juge de commune connaît également de toutes les causes dont la valeur ne dépasse pas cent francs ; il les instruit et les juge sans appel. Il possède en outre plusieurs autres attributions déterminées par la loi, telles que l'ouverture des testaments, l'apposition des scellés, la prise d'inventaire, la direction de certaines enchères, etc. Dans ces opérations, il est assisté d'un greffier, réglementairement un notaire.

DOUZIEME LEÇON.

La Chambre pupillaire*

51) Il y a dans chaque commune, une **chambre pupillaire** pour veiller aux intérêts des incapables, des mineurs, des interdits et des absents. Elle se

compose de trois membres désignés par le Conseil communal. Elle est assistée d'un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres. Le juge de la commune est de droit membre de la Chambre pupillaire, et les conseillers communaux ne peuvent refuser d'en faire partie.

52) La Chambre pupillaire peut **interdire**, c'est-à-dire priver de l'exercice des droits civils les personnes se trouvant dans les cas spécifiés par la loi. Tels sont les malades d'esprit, les prodigues, les ivrognes, les personnes qui gèrent mal leurs affaires, celles qui sont condamnées à la prison pour un an ou plus, et celles qui demandent, avec motifs à l'appui, d'être mises sous tutelle.

53) Avant d'interdire quelqu'un, la Chambre pupillaire consulte le **Conseil de famille**, composé des parents et alliés les plus rapprochés (y compris ceux du 4^{me} degré). Une personne frappée d'interdiction peut recourir contre la décision de la Chambre au juge-instructeur, puis au tribunal cantonal et enfin au Tribunal fédéral. La capacité civile des personnes est donc efficacement protégée dans notre pays.

54) En interdisant une personne, la Chambre pupillaire lui nomme, en même temps, un tuteur chargé de la représenter dans les actes de la vie civile et de gérer ses biens. La tutelle est une charge obligatoire pour toute personne du sexe masculin habitant l'arrondissement tutélaire, c'est-à-dire la même commune que le pupille.

55) Peuvent toutefois se faire dispenser de la tutelle : les personnes âgées de 60 ans, les infirmes, les personnes qui ont la puissances paternelle sur plus de quatre enfants, celui qui est chargé de deux

tutelles ou d'une tutelle très absorbante. Il en est de même de certains magistrats ou fonctionnaires, tels que les conseillers et les juges fédéraux, le chancelier de la Confédération, les conseillers et le chancelier d'Etat, les juges cantonaux et instructeurs, les rapporteurs judiciaires et les membres des autorités de tutelle.

56) La Chambre pupillaire pourvoit aussi d'un tuteur les enfants mineurs, c'est-à-dire au dessous de 20 ans révolus, dont les père et mère sont tous deux morts ou incapables d'exercer la puissance paternelle.

TREIZIEME LEÇON.

La Bourgeoisie *

57) Il y a dans chaque commune une **Assemblée des Bourgeois** composée exclusivement des bourgeois ayant droit de vote dans la commune. Si le nombre des non-bourgeois forme au moins la moitié de l'Assemblée primaire ou si le Conseil communal est composé de la moitié de non bourgeois, l'Assemblée bourgeoisiale a le droit de demander la formation d'un Conseil séparé ou **Conseil bourgeoisial**. Dans les communes où il n'y a pas de Conseil bourgeoisial, le Conseil communal en tient lieu.

58) Le cas échéant, l'Assemblée bourgeoisiale nomme le président, le vice-président et les membres du Conseil bourgeoisial. Elle délibère, dans les limites de la loi, sur la réception des nouveaux bourgeois; sur les règlements qui concernent la bourgeoi-

sie; sur la jouissance, la vente et l'hypothèque de ses biens; elle contrôle aussi l'administration du Conseil.

59) Le Conseil bourgeoisial est composé de 3 à 7 membres nommés tous les quatre ans par l'assemblée des bourgeois, à la même époque et de la même manière prévue pour les conseils communaux. Les élections ont lieu d'après le système majoritaire, ou, si la demande en a été régulièrement faite, d'après le principe de la représentation proportionnelle.

60) Le Conseil bourgeoisial veille aux intérêts de la bourgeoisie, dont il administre les biens; il propose à l'Assemblée bourgeoisiale les règlements concernant la jouissance des avoirs bourgeoisiaux et lui rend annuellement compte de sa gestion. Le Conseil d'Etat surveille les administrations bourgeoisiales.

QUATORZIEME LEÇON.

La Paroisse

61) On nomme **paroisse** l'ensemble des adhérents d'une même confession réunis sur un territoire déterminé et organisé suivant les lois de leur religion.

La paroisse a pour objet l'intérêt religieux de ses membres et l'administration des biens et des intérêts matériels qui s'y rattachent. En général, le territoire paroissial concorde avec le territoire communal, mais ce n'est pas toujours le cas, et l'on trouve, en Valais, des paroisses comprenant plusieurs communes (par exemple Martigny).

62) La paroisse catholique est dirigée par un curé ou un administrateur qui reçoit la juridiction de

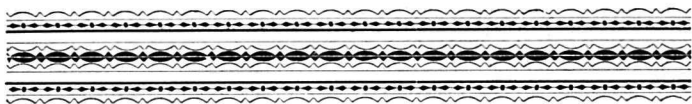
l'évêque du diocèse. Dans les paroisses plus importantes, le curé est secondé par un ou plusieurs vicaires. Il existe en outre, dans certaines paroisses, des bénéfices ecclésiastiques désignés sous le nom de rectorats, chapelleries, etc.

63) Pour l'administration des biens des églises et des biens destinés au culte, le Conseil communal nomme une commission paroissiale ou **Conseil de fabrique**. Le conseil de fabrique est composé de trois à cinq membres appartenant à la religion catholique-romaine ; le curé ou l'administrateur paroissial en fait partie de droit. Le conseil de fabrique nomme son président et son secrétaire, et se réunit, au moins une fois par an, pour rendre compte de son administration.

64) Les paroisses du Valais font partie du diocèse de Sion, dont l'évêque réside à Sion. Cependant, quelques paroisses avoisinant St. Maurice relèvent de la juridiction de l'Abbé de St-Maurice qui est Evêque titulaire de Bethléem.

65) Les autres diocèses de la Suisse sont le diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, dont l'évêque réside à Fribourg ; celui de Bâle, le plus étendu, dont l'évêque réside à Soleure ; celui de Coire et celui de St-Gall. Il y a en outre, pour le Tessin, un administrateur apostolique (évêque) résidant à Lugano.





Troisième partie

LE DISTRICT

Nous avons étudié, jusqu'ici, la commune ; les membres qui la composent, les droits que ces derniers exercent, et enfin l'organisation communale.

Comme les familles se groupent en communes, à leur tour les communes font partie de circonscriptions territoriales nommées «districts».





QUINZIEME LEÇON.

Le district en général

66) Le **district** est une circonscription territoriale formée de plusieurs communes. Il s'appelait autrefois dizain ou dixain, et constituait, dans le pays du Valais, une petite république qui envoyait ses députés au Conseil général, puis à la Diète. Ces députés devaient « en référer » aux communes qu'ils représentaient ; de là est venu le mot « referendum ». Au point de vue politique, les dizains avaient une grande importance ; leurs sceaux étaient apposés aux traités et aux actes publics de l'Etat.

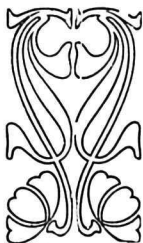
67) De nos jours, à la tête de chaque district est placé un **Préfet**, nommé par le Conseil d'Etat pour une durée de quatre ans. Il représente le Gouvernement, préside le conseil de district et exerce un certain nombre d'attributions administratives. Chaque district possède également un sous-préfet.

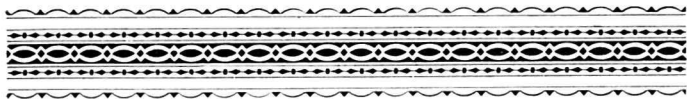
68) Le **Conseil de district** est composé de délégués des différentes communes, nommés par les conseils communaux à raison d'un délégué sur 300 âmes de population. Le Conseil règle les comptes du district, répartit entre les communes les charges incombant au district, prend annuellement connaissance de la gestion financière de l'Etat, et veille au développement économique du district. Certains districts

possèdent des infirmeries, des hôpitaux régionaux ou d'autres établissements de bienfaisance.

69) Il y a, dans chaque district, une **Chambre de tutelle**, qui fonctionne comme autorité tutélaire de surveillance. Elle se compose du préfet du district qui la préside, et de deux membres nommés par le Conseil de district. Un de ses membres fonctionne comme secrétaire. Cette chambre liquide les recours qui lui sont adressés en matière de tutelle, autorise les tuteurs à faire certains actes importants au nom des pupilles, et prononce l'émancipation des mineurs de 18 ans, lorsque cette mesure exceptionnelle est justifiée.

Pour l'administration de la justice, il y avait autrefois un **juge-instructeur** par district; actuellement certains districts ont ensemble un seul magistrat de ce nom.



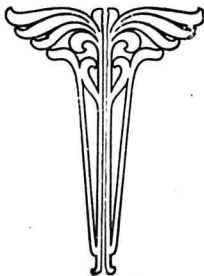


Quatrième partie

LE CANTON

De même que les familles se groupent en communes et les communes en districts, ainsi l'ensemble des districts forme le canton qui occupe un territoire déterminé.

Comme le canton est un véritable Etat, c'est sous ce titre que nous étudierons la nature, les diverses formes et les pouvoirs de l'Etat en général.



SEIZIEME LEÇON.

L'État

70) Le Valais, comme chaque canton ou demi-canton suisse, forme un Etat. On nomme **Etat** une étendue de pays soumise à une seule **souveraineté** politique. L'Etat peut encore être défini : «La nation politiquement organisée sur un territoire».

71) D'après cette dernière définition, tout Etat comprend :

- a) la **nation**, c'est-à-dire un ensemble d'hommes ayant généralement les mêmes mœurs, les mêmes traditions, et surtout les mêmes aspirations. Le plus souvent, ils sont de même race, parlent la même langue ; mais ce n'est le cas ni pour le Valais, ni pour la Suisse ;
- b) un **territoire** limité par des frontières et qu'on appelle communément le pays ;
- c) une organisation politique qui varie suivant le pays, et qui est déterminée par une loi fondamentale: la **Constitution**.

72) A l'encontre de nos Etats modernes, plusieurs pays ne sont pas encore civilisés et ne possèdent aucun gouvernement stable; ils obéissent à des chefs qui exercent une autorité illimitée, et dont les capri-

ces deviennent des lois auxquelles chacun doit obéissance. Ce sont des pays barbares, assez nombreux en Afrique et dans les Iles de l'Océanie.

73) Dans les Etats où la civilisation a pénétré depuis un temps plus ou moins long, le peuple obéit à un souverain et chez quelques nations, comme la nôtre, à des magistrats choisis par les citoyens du pays. Des codes et des lois règlent les droits et les devoirs réciproques du Gouvernement et des particuliers, et des particuliers les uns à l'égard des autres. Dans certains pays ce sont les usages établis et la volonté du souverain qui remplacent les lois.

DIX - SEPTIEME LEÇON.

Différentes formes d'Etats

74) Les Etats ne sont pas tous créés sur le même modèle. Ils peuvent présenter des combinaisons souvent fort différentes ; il est possible de les résumer comme suit :

- a) **L'Etat simple ou unitaire** forme un tout, avec un seul gouvernement. Exemples: la France, l'Espagne, la Belgique, la République helvétique de 1798.
- b) **L'Etat composé** comprend divers Etats qui se sont réunis, ensuite de circonstances historiques, de façon à former, vis-à-vis de l'extérieur tout au moins, c'est-à-dire en matière de politique internationale, une unité plus ou moins complète.

75) On peut citer deux formes d'Etats composés :

- a) **La Confédération d'Etats**: plusieurs Etats souve-

rains, tout en restant souverains individuellement, mettent en commun certains intérêts (ex. défense nationale, douanes, etc.). Ils s'associent pour ainsi dire. Telle fut la Suisse de 1291 à 1798 et de 1815 à 1848. A la base d'un tel Etat existe un pacte.

- b) **L'Etat fédératif** : en général la Confédération d'Etats finit par se transformer en Etat fédératif (ex. la Suisse sous l'Acte de médiation (1803) et depuis 1848; l'Allemagne depuis 1871). Les Etats souverains abandonnent une partie de leur souveraineté et de leurs compétences (par ex. dans le domaine militaire, dans celui des postes) au profit d'un gouvernement central. Le gouvernement central a ses compétences s'appliquant à tous les membres de l'Etat fédératif. Il existe un certain nombre d'Etats fédératifs : la Suisse, l'Allemagne, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, la République argentine, etc. A la base de l'Etat fédératif il y a une **Constitution**.

DIX - HUITIEME LEÇON.

Différentes formes de Gouvernements

76) Tout Etat, quelle que soit sa forme, possède un gouvernement. Les formes de gouvernements, à leur tour, varient beaucoup. Le degré de civilisation du peuple, l'influence du climat, les traditions ont contribué à cette diversité. On peut cependant les classer en deux catégories : la **Monarchie** et la **République**.

77) Dans une monarchie, une seule personne, le roi, la reine, l'empereur, etc., exerce l'autorité su-

prême. La Monarchie est dite **autocratique** ou **despotique** quand la volonté ou le caprice du prince remplace la loi; **absolue** quand le monarque seul peut faire les lois ou les changer; **constitutionnelle** lorsque le chef de la nation gouverne en se conformant à une constitution votée par le peuple ou par les représentants du peuple.

78) Dans la forme républicaine, la nation est appelée à nommer directement ou indirectement les magistrats chargés de gouverner le pays. La République est **démocratique** lorsque le pouvoir suprême appartient au peuple entier, qui l'exerce soit par lui-même, soit par les représentants choisis par lui et auxquels il confie ce mandat pour un temps déterminé.

La démocratie peut être pure, **mixte** ou **représentative**. Dans la **démocratie pure**, le peuple souverain exerce directement ses droits. Il se réunit lui-même en assemblée délibérante (ainsi, en Suisse, les cantons à **Landsgemeinde** : Uri, Appenzell, Glaris, Unterwald).

Dans la **démocratie représentative**, le peuple ayant nommé ses représentants pour le temps prévu par la Constitution, n'a plus de contrôle effectif jusqu'aux élections suivantes.

Dans la **démocratie mixte**, le peuple exerce un contrôle direct sur ses mandataires par l'exercice du droit d'initiative populaire et du droit de referendum. Le canton du Valais est une démocratie mixte.

La république est dite **aristocratique** lorsque, par suite de circonstances particulières, ou par le fait d'une loi, l'exercice du pouvoir est le privilège d'une catégorie de citoyens ou de familles, à l'exclusion des autres. **L'oligarchie** est la forme de gouverne-

ment dans laquelle la puissance souveraine s'est concentrée d'une manière permanente entre les mains d'un petit nombre de familles.

79) Quand, sous l'empire de certaines circonstances, le Gouvernement du pays ne peut plus se faire obéir, que les lois ne sont plus respectées, on dit que le pays est dans l'anarchie.

DIX - NEUVIEME LEÇON.

La Constitution et la séparation des pouvoirs

80) La **Constitution** est la charte fondamentale d'un Etat. Elle règle la forme de gouvernement de l'Etat et sert de base aux lois; ces dernières ne doivent rien renfermer de contraire aux principes constitutionnels.

Les Constitutions des Etats varient suivant les mœurs des habitants, le degré de civilisation du peuple, les usages, etc. Quelques-unes, comme celle de l'Angleterre, sont même purement coutumières, c'est-à-dire basées sur la tradition. Les meilleures Constitutions sont celles qui assurent aux citoyens le plus de liberté, le plus de bien-être et d'instruction, tout en maintenant l'ordre et la sécurité.

81) En Suisse, chaque canton a sa Constitution propre appelée **Constitution cantonale**. En outre, la **Constitution fédérale** détermine les bases sur lesquelles est fondée la Confédération suisse, et règle l'organisation et les attributions des pouvoirs fédéraux.

Une Constitution cantonale ne doit rien renfermer de contraire à la Constitution fédérale.

La Constitution cantonale (de même que toute modification qui peut y être apportée) doit être revêtue de la **garantie fédérale**. Autrement dit, l'Etat fédéral garantit aux cantons qu'il les défendra contre toute atteinte venant d'un autre canton ou d'un Etat étranger. Si des désordres graves se produisent dans un canton, la Confédération a le droit d'intervenir pour rétablir la tranquillité et la sécurité.

82) La Constitution valaisanne, comme d'ailleurs celle de tout Etat civilisé, consacre le principe de la **séparation des pouvoirs** :

- a) le **pouvoir législatif** qui fait les lois, est exercé par le Grand Conseil ;
- b) le **pouvoir exécutif** qui fait exécuter les lois, est exercé par le Conseil d'Etat. Il représente et administre l'Etat; aussi l'appelle-t-on parfois : **pouvoir administratif** ;
- c) le **pouvoir judiciaire** qui tranche les différends relatifs à l'application de la loi, est confié au tribunal cantonal et aux tribunaux et juges inférieurs.

VINGTIEME LEÇON.

Le Grand Conseil

83) Le Grand Conseil exerce le **pouvoir législatif**, sous réserve de la souveraineté populaire. Il est élu par le peuple, par district, tous les quatre ans, le premier dimanche de mars, selon le principe de la représentation proportionnelle, et à raison d'un dé-

puté sur 1100 âmes de population suisse. La fraction de 551 compte pour 1100. Il y a autant de suppléants que de députés.

84) Comme toute assemblée législative, le Grand Conseil est une assemblée relativement nombreuse. De cette manière, toutes les régions du pays sont équitablement représentées, et, dans la discussion des lois, il est possible d'entendre les représentants de tous les partis et les défenseurs des divers intérêts en jeu.

85) Ne peuvent être députés au Grand Conseil par suite d'**incompatibilité** : les Conseillers d'Etat, les juges cantonaux et les juges-instructeurs, les préposés aux poursuites et faillites, les receveurs des districts, les fonctionnaires et employés des bureaux de l'Etat et de la Banque cantonale.

86) Les députés doivent voter pour le bien général, d'après leur conviction, sans qu'ils puissent être liés par des instructions. La Constitution valaisanne n'admet pas de **mandat impératif**.

87) Le Grand Conseil se réunit à Sion, en **session constitutive** le troisième lundi qui suit son renouvellement intégral et en **session ordinaire**, chaque année, le deuxième lundi de mai et le deuxième lundi de novembre. Il peut y avoir, en outre, des **sessions prorogées** et des **sessions extraordinaires**. Dans la règle, chaque session ordinaire est de 13 jours au plus.

88) Les sessions du Grand Conseil sont convoquées par le Conseil d'Etat. Au début de la session constitutive et de chaque session ordinaire, le Grand Conseil se rend en corps à la Cathédrale de Sion, où un service divin est célébré pour appeler la béné-

diction de Dieu sur ses travaux et sur la patrie. Dans la règle, les séances du Grand Conseil sont publiques ; le huis-clos peut être décidé si les circonstances l'exigent.

VINGT ET UNIEME LEÇON.

Organisation et attributions du Grand Conseil

89) Le Grand Conseil choisit dans son sein, à la session constitutive et à la première session ordinaire des années suivantes, son Président, deux vice-présidents, deux secrétaires, dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue allemande, et deux scrutateurs. La session constitutive est toujours ouverte et présidée par le doyen d'âge.

L'organisation intérieure du Grand Conseil, les attributions de son bureau, les modes de délibération et de votation, etc., sont déterminés par un règlement spécial.

90) Les principales attributions du Grand Conseil sont les suivantes :

- a) il vérifie et valide les pouvoirs de ses membres ;
- b) il discute, amende, accepte ou rejette les projets de lois et de décrets ;
- c) il exerce le droit de grâce, d'amnistie et de commutation de peine ;
- d) il accorde la naturalisation valaisanne ;
- e) il se prononce chaque année sur le budget cantonal et sur le compte-rendu de la gestion financière et administrative du Conseil d'Etat ; il peut, en

- tout temps, demander compte au pouvoir exécutif d'un acte de son administration ;
- f) il nomme tous les quatre ans le tribunal cantonal, et chaque année, à la session de mai, le Président et le vice-président de ce corps ;
 - g) il accorde les concessions de mines ;
 - h) il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales et les emprunts pour le compte de l'Etat ;
 - i) d'une manière générale il exerce la souveraineté dans tout domaine non réservé par la Constitution au peuple ou à un autre pouvoir ;
 - j) il représente le canton pour l'exercice de certains droits, réservés à ce dernier par la Constitution fédérale (par ex. la demande de convocation de l'Assemblée fédérale).

VINGT-DEUXIEME LEÇON.

Le Conseil d'Etat

91) Le pouvoir exécutif ou Gouvernement de notre canton est confié à un **Conseil d'Etat** composé de cinq membres, siégeant à Sion.

Le Conseil d'Etat est donc un collège restreint. Cela est indispensable, car il ne s'agit pas ici d'une assemblée délibérante, mais du gouvernement effectif du pays. Cette fonction requiert une main ferme et décidée, une volonté aussi peu flottante que possible. Il est donc tout indiqué de ne la confier qu'à un groupe très restreint de magistrats.

92) L'élection des **Conseillers d'Etat** est faite par le peuple tous les quatre ans, le premier dimanche de

mars, soit le même jour que l'élection du Grand Conseil. Elle a lieu selon le système majoritaire. Un membre du Conseil d'Etat doit être choisi parmi les électeurs du Haut-Valais (districts de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche), un autre parmi les électeurs du centre (districts de Sierre, Hérens, Sion, Conthey), un troisième parmi les électeurs du Bas-Valais (districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey). Le choix des deux autres membres est libre, sans qu'il soit toutefois possible d'élire plus d'un Conseiller d'Etat parmi les électeurs d'un même district. Le Conseil d'Etat entre en fonctions le premier mai qui suit son élection.

93) Le Conseil d'Etat choisit, dans son sein, pour la durée d'un an, un président qui n'est pas immédiatement rééligible, et un vice-président. Il nomme, pour la durée de ses fonctions, un secrétaire pris en dehors, et qui porte le nom de **Chancelier d'Etat**.

94) Un Conseiller d'Etat ne peut remplir aucune autre fonction cantonale ou communale, ni exercer aucune profession libérale; il ne peut être député du Grand Conseil, ni membre du conseil d'administration d'une société poursuivant un but financier. Des parents ou alliés rapprochés ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat (père et fils, beau-père, gendre et beau-fils, frères et beaux-frères, oncle et neveu par le sang). Un seul membre du Conseil d'Etat peut siéger aux Chambres fédérales.

95) Voici les principales attributions du Conseil d'Etat :

a) il est chargé de l'administration du pays et du maintien de l'ordre public ;

- b) il présente au Grand Conseil les projets de lois et de décrets et propose le budget ;
- c) il promulgue et fait exécuter les lois et les décrets ;
- d) il rend compte annuellement au Grand Conseil de sa gestion administrative et financière ;
- e) il entretient les rapports avec les autorités fédérales et celles des États confédérés ;
- f) il dispose, dans les limites de la Constitution et des lois fédérales, des forces militaires cantonales ;
- g) il nomme, jusqu'au grade de major inclusivement, tous les officiers des unités de troupes cantonales ;
- h) il surveille l'administration des communes et des bourgeoisies et peut, après les avoir entendues, suspendre les autorités administratives qui refusent d'exécuter ses ordres ;
- i) il nomme les fonctionnaires, employés et agents dont la Constitution ou la loi n'attribuent pas la nomination à une autre autorité ;
- j) il accorde les transferts de mines.

Le Conseil d'Etat prend part aux discussions du Grand Conseil avec voix consultative.

VINGT-TROISIEME LEÇON.

Les Départements de l'Etat *

96) Les affaires de l'administration cantonale sont réparties en six **Départements**, qui sont actuellement: le Département de l'intérieur, le Département de l'instruction publique, le Département de justice et police, le Département des finances, le Département militaire et le Département des travaux publics. A

la tête de chaque Département se trouve un Conseiller d'Etat. Comme il y a cinq conseillers d'Etat pour six Départements, deux Départements sont dirigés par le même Chef. C'est actuellement le cas pour les Départements militaire et de l'instruction publique.

97) Le Département de l'**Intérieur** s'occupe de la surveillance des administrations communales et de l'état-civil, des élections et votations, de l'assistance publique, de la police sanitaire des hommes et du bétail, de la police du feu, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, des poids et mesures, des mines, de la chasse et de la pêche, etc. ;

98) Le Département de l'**Instruction publique** s'occupe de tout ce qui concerne l'enseignement primaire et secondaire, les écoles normales, le personnel enseignant, les apprentissages et les cours professionnels, la bibliothèque et les archives cantonales, les musées et les monuments historiques, l'encouragement aux lettres, aux arts et aux sciences, etc. ;

99) Le Département de **Justice et Police** s'occupe de tout ce qui concerne la législation, les tribunaux, les offices de poursuites et faillites, les chambres pupillaires, le registre foncier et le registre du commerce, le barreau, le notariat, la police des étrangers, les naturalisations, les guides de montagne, la gendarmerie, les prisons et le pénitencier cantonal ;

100) Le Département **militaire** s'occupe de ce qui concerne le service et la taxe militaires, le recrutement, les arsenaux, etc. ;

101) Le Département des **Finances** s'occupe de la comptabilité générale et du budget de l'Etat, de la régle des sels, des droits de concessions d'hôtels,

des patentes pour la vente des boissons alcooliques, des impôts et des amendes, etc. ;

102) Le Département des Travaux publics s'occupe des ponts, des routes, des endiguements du Rhône, des rivières et torrents, des forces hydrauliques, des forêts, des bâtiments de l'Etat.

VINGT-QUATRIEME LEÇON.

Le Pouvoir judiciaire

103) Le pouvoir judiciaire est exercé dans notre canton par les **tribunaux** et les **juges**. On entend par tribunal un **collège de juges** appelés à rendre ensemble la justice. Chaque tribunal et chaque juge sont assistés d'un secrétaire qui porte le nom de **greffier**. Les décisions et sentences de justice s'appellent **jugements** ou **arrêts**.

104) Le pouvoir judiciaire est indépendant. Aucun employé d'Etat, révocable par le gouvernement, ne peut être juge cantonal ou juge-instructeur. La principale qualité requise d'un juge est l'impartialité. Il ne doit pas se montrer plus favorable à ses amis qu'à ses ennemis, aux riches qu'aux pauvres, aux puissants qu'aux faibles, aux partisans du Gouvernement qu'à ses adversaires.

105) Les tribunaux et les juges peuvent être classés en deux catégories :

a) ceux qui sont chargés de l'administration de la **justice civile**. Ils ont pour mission de juger les différends qui surgissent entre les particuliers et qui concernent les intérêts privés ; comme, par

exemple, une livraison de marchandise, le partage d'une succession, l'exécution d'un travail, un règlement de comptes, etc. ;

- b) ceux qui sont chargés de l'administration de la **justice pénale**. Ils ont pour mission de rechercher, de juger et de punir, en cas de culpabilité, les individus tombant sous le coup du Code pénal, par exemple les voleurs, les faussaires, les escrocs, les meurtriers, les incendiaires, etc.

106) Les personnes qui recourent aux tribunaux ou qui sont citées en justice, n'ont pas la faculté de procéder comme bon leur semble. Elles doivent suivre une marche nettement déterminée et se conformer à des règles fixes; l'ensemble de ces règles constitue ce qu'on appelle la **procédure**. Comme la connaissance de ces règles et du droit en général exige une formation spéciale, les personnes qui doivent soutenir des procès s'adressent aux spécialistes qui ont reçu cette formation et qu'on appelle **avocats**. Les avocats représentent leurs clients devant les tribunaux et plaident en leur faveur.

107) D'ailleurs, dans les affaires privées, il n'est pas absolument nécessaire de recourir aux tribunaux; si toutes les parties sont d'accord, elles peuvent, par une convention appelée **compromis** remettre à des arbitres, le soin de trancher leur différend.

VINGT-CINQUIEME LEÇON.

Justice pénale

108) Pour l'administration de la justice pénale, il existe, en Valais, les organes suivants :

- a) les **tribunaux de police**, dans chaque commune, composés de conseillers communaux et chargés de la répression des contraventions de simple police y compris les injures verbales de peu de gravité ;
- b) les **juges-instructeurs** de districts, compétents pour certains délits (violations du droit pénal) de peu de gravité ;
- c) les **tribunaux d'arrondissement** ayant une compétence générale pour la répression des délits et des crimes, et fonctionnant en outre comme instance d'appel contre les jugements des juges-instructeurs ;
- d) le **tribunal cantonal** qui est l'instance d'appel contre les jugements des tribunaux d'arrondissement, et qui est chargé d'office de la revision de certaines affaires très graves pouvant entraîner l'application de la peine de mort.

109) Il y a, au pénal, trois tribunaux d'arrondissement. Le premier arrondissement est formé des districts de Conches, de Brigue, de Viège, de Rarogne Oriental et Occidental et de Loèche. Le deuxième arrondissement est formé des districts de Sierre, d'Hérens, de Sion et de Conthey. Le troisième arrondissement est formé des districts de Martigny, d'Entremont, de St-Maurice et de Monthey.

110) Chaque tribunal est composé de trois juges-instructeurs de l'arrondissement respectif. Il siège au chef-lieu du district dans lequel l'affaire est pendante, et sous la présidence du juge-instructeur de ce même district. Ainsi, pour juger une affaire de vol commis à Saxon, le tribunal compétent sera celui du 3^{me} arrondissement, composé des juges-instructeurs de Martigny-St-Maurice (un seul juge pour ces

deux districts), d'Entremont et de Monthey. Ce tribunal siégera à Martigny, chef-lieu du district auquel appartient Saxon ; il sera présidé également par le juge-instructeur du district de Martigny.

111) Quand la violation de la loi pénale est grave et qu'elle trouble sérieusement l'ordre établi, la justice doit la **poursuivre d'office**. Cela signifie que, dès qu'elle a connaissance du délit, l'autorité judiciaire, de son propre mouvement, doit ouvrir une enquête pour en rechercher et punir l'auteur responsable. Par contre, lorsqu'il s'agit d'infractions moins graves, qui, en général, atteignent moins l'ordre social que la personne qui en est victime (exemples: la calomnie, la diffamation), la justice pénale n'agit que sur **plainte** de la personne lésée. Quoi qu'il en soit, dans toutes les causes pénales, la Société est représentée par son avocat, désigné sous le nom de **Rapporteur** ou de **Représentant du Ministère public**. C'est lui qui propose la nature et le degré de la peine à appliquer.

112) Les tribunaux prononcent en matière pénale différentes peines suivant la nature et la gravité des délits. Ces peines sont notamment: l'amende, les arrêts (en matière de simple police), la confiscation, le bannissement, l'emprisonnement, la réclusion, la privation des droits civiques et même la mort.

VINGT-SIXIEME LEÇON.

Justice civile

113) L'administration de la justice civile est confiée aux organes suivants :

- a) le **juge de commune** chargé des préliminaires de conciliation et des causes ne dépassant pas 100 francs et auquel nous avons réservé une leçon spéciale (voir page 24) ;
- b) le **juge-instructeur de district**. Il tranche sans appel toutes les causes dont la valeur est supérieure à 100 francs mais inférieure à 500 francs. Il tranche, sous réserve d'appel les questions de servitude et toutes les causes dont la valeur est de 500 francs mais n'atteint pas 4000 francs.

Il prononce définitivement sur les recours, pour cause de nullité ou de violation manifeste de la loi, qui lui sont adressés contre les jugements des juges de communes. Il a en outre de nombreuses attributions déterminées notamment par la loi d'application du Code civil suisse, par la loi valaisanne d'exécution sur la poursuite pour dettes et la faillite, etc.

- c) Le **tribunal cantonal** fonctionnant comme tribunal de première instance, d'appel et de cassation auquel nous réservons une leçon spéciale.

114) Le nombre des juges-instructeurs est fixé à neuf. Les districts de Loèche, de Sierre, de Sion, d'Entremont et de Monthey ont chacun un juge siégeant au chef-lieu. Les districts de Conches, de Rarogne-Oriental et de Brigue ont ensemble un juge-instructeur siégeant à Brigue ; ceux de Viège et de Rarogne-Occidental, un juge-instructeur siégeant à Viège ; ceux d'Hérens et de Conthey, un juge-instructeur siégeant à Sion ; ceux de Martigny et de St-Maurice, un juge-instructeur siégeant à Martigny-Ville, et à St-Maurice pour les causes pendantes dans ce dernier district.

115) Chaque juge-instructeur est assisté d'un greffier et a un suppléant. Les juges-instructeurs et leurs substituts sont nommés tous les quatre ans par le Tribunal cantonal.

VINGT-SEPTIEME LEÇON.

Le Tribunal cantonal

116) Le Tribunal cantonal exerce le pouvoir judiciaire suprême dans le canton. Il n'a, au-dessus de lui, que le Tribunal fédéral auquel on peut, dans de nombreux cas, recourir contre les jugements du tribunal cantonal.

117) Le Tribunal cantonal est composé de 5 juges et de trois suppléants, nommés tous les quatre ans par le Grand Conseil, à la session de mai. Il a un président et un vice-président nommés dans son sein, toutes les années, par le Grand Conseil à la session de mai également. Il a en outre un secrétaire (avec un adjoint) appelé greffier, pris en dehors, et nommé par le Tribunal lui-même pour la durée de ses fonctions. Les membres du Tribunal cantonal doivent connaître les deux langues nationales valaisannes : le français et l'allemand.

118) Le Tribunal cantonal a une nature et des compétences très diverses. Il est tout à la fois un tribunal pénal et un tribunal civil, un tribunal de première instance, un tribunal d'appel, un tribunal de cassation.

119) En matière civile, le Tribunal cantonal :
a) comme tribunal de première instance, connaît de

toutes les causes dont la valeur atteint 4000 fr., de toutes les causes dont la valeur ne peut être évaluée et de toutes celles qui peuvent être portées, après coup, devant le Tribunal fédéral. Il connaît de même de certaines affaires qui lui sont réservées, comme par exemple, les procès civils en matière de brevets d'invention, de marques de fabriques et de commerce, de propriété littéraire et artistique, etc.

- c) comme **tribunal d'appel**, il connaît des jugements rendus par les juges-instructeurs dans les questions de servitude et dans les causes dont la valeur dépasse 500 fr. mais n'atteint pas 4000 fr.;
- c) comme **tribunal de cassation**, il connaît des recours pour cause de nullité faits contre les jugements des juges-instructeurs.

En matière pénale, le Tribunal cantonal est l'instance de recours contre les jugements des tribunaux d'arrondissement et il est chargé de certaines revisions de jugement (voir page 51).

120) En outre, le Tribunal cantonal a des compétences pour la répression des infractions en matière de denrées alimentaires; il fonctionne également, comme tribunal des assurances, en exécution de la loi fédérale sur les assurances en cas de maladie et d'accidents; il exerce la haute surveillance sur les offices des poursuites et faillites, ainsi que sur les juges-instructeurs, etc.

121) Le Tribunal cantonal présente chaque année au Grand Conseil par l'intermédiaire du Conseil d'Etat, un rapport sur les différentes parties de l'administration judiciaire.

VINGT-HUITIEME LEÇON.

L'Instruction publique*

122) L'avenir d'un pays démocratique dépend dans une large mesure, du degré d'instruction des citoyens. Il importe donc que l'Etat voue une grande sollicitude à l'enseignement à tous ses degrés, spécialement à l'instruction primaire.

123) Il y a trois degrés d'enseignement : l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur. **L'enseignement primaire** donne à tous les enfants un minimum d'instruction nécessaire à tout le monde et absolument indispensable dans la vie. **L'enseignement secondaire** donne à un certain nombre d'enfants une formation intellectuelle et morale plus complète en vue de les préparer, soit à la vie pratique, soit aux études supérieures. **L'enseignement supérieur**, enfin, confère à un petit nombre la haute culture scientifique et littéraire.

124) Nous connaissons aussi l'enseignement professionnel qui vise à la formation pratique du jeune homme dans le métier qu'il a choisi.

A un autre point de vue, on distingue encore l'enseignement public qui se donne dans les établissements officiels de l'Etat ou des communes, et l'enseignement libre ou privé qui se donne dans des écoles particulières.

125) En Valais, il y a une ou plusieurs écoles primaires dans chaque commune. Le nombre total des écoles et classes primaires s'élève actuellement

à environ 700. L'enseignement primaire est obligatoire de 7 à 15 ans et il est gratuit dans les écoles publiques. A l'enseignement primaire se rattachent les cours complémentaires que suivent les jeunes gens depuis leur émancipation de l'école primaire jusqu'à l'âge de 19 ans. L'enseignement primaire est placé sous la surveillance d'inspecteurs nommés par le Conseil d'Etat.

126) L'enseignement secondaire est donné :

- a) dans les écoles moyennes (Sion, filles; Monthey et Bagnes) ;
- b) dans les écoles industrielles inférieures (Brigue, Sion, Sierre, St-Maurice et Monthey);
- c) dans les collèges classiques de Brigue, de Sion et de St-Maurice ;
- d) à l'école industrielle supérieure de Sion, qui possède une section technique et une section commerciale ou Ecole supérieure de commerce.

Il y a en outre des Ecoles commerciales de jeunes filles à Sion et à Brigue; deux écoles normales à Sion, pour la formation des instituteurs des deux langues et des institutrices de langue française, et une école normale à Brigue, pour la formation des institutrices de langue allemande.

127) La formation professionnelle des futurs agriculteurs, si importante dans un canton essentiellement agricole comme le nôtre, est confiée à l'Ecole cantonale d'agriculture de Châteauneuf, inaugurée en 1923, et à l'école d'agriculture de Viège. A l'école de Châteauneuf est annexée une école ménagère rurale, destinée surtout aux jeunes filles de la campagne.

Il y a en outre, en Valais, de nombreuses écoles ménagères, des cours professionnels, industriels et

commerciaux. Nous n'avons pas en Valais d'établissement d'enseignement supérieur ou Université. Mais il y a en Suisse 7 Universités, nombre remarquable pour un petit pays. Ce sont celles de Bâle, de Berne, de Genève, de Fribourg, de Lausanne, de Neuchâtel, et de Zurich. Il y a en outre dans cette dernière ville une école polytechnique fédérale. Il existe à St-Gall une université commerciale. Toute Université complète possède 5 facultés : théologie, droit, médecine, lettres et sciences.

VINGT-NEUVIEME LEÇON.

Les dépenses et les ressources de l'Etat*

128) Le canton a besoin de beaucoup d'argent pour faire face à l'administration générale, à l'instruction et aux travaux publics. En outre l'Etat doit soutenir l'agriculture, l'industrie, le commerce, les arts et métiers, bref, toutes les branches de l'économie publique. Il doit fonder ou subventionner des institutions de bienfaisance et d'éducation pour l'enfance malheureuse; favoriser par des subsides l'établissement d'hôpitaux, de cliniques et d'infirmes de district. De plus en plus, et de toutes parts, l'Etat est sollicité par des œuvres d'utilité publique.

129) Les dépenses du canton sont couvertes :

- a) par les revenus de la fortune publique. Cette fortune consiste en immeubles, titres et capitaux ;
- b) par le produit des régales. On entend par là la

vente du sel, la concession et l'exploitation des mines, la chasse et la pêche, les concessions des forces hydrauliques du Rhône et des grèves du Léman ;

- c) par les droits du fisc et les revenus divers. On comprend sous cette désignation les héritages dévolus au fisc, les droits d'auberge et d'enseigne, les droits de naturalisation, les émoluments de chancellerie, de justice, ceux des actes administratifs, les amendes diverses, etc. ;
- d) par les indemnités, subventions, répartitions fédérales (par exemple subventions fédérales à l'école primaire, à l'enseignement professionnel, pour l'agriculture, etc.)
- e) par les impôts.

TRENTIEME LEÇON.

L'impôt*

130) On appelle **impôt**, une contribution pécuniaire prélevée par l'Etat ou la commune, sur les habitants, afin de pourvoir aux divers services publics. Celui qui doit payer cette contribution s'appelle contribuable.

On distingue plusieurs sortes d'impôts: notamment l'impôt **direct** et l'impôt **indirect**; l'impôt de **capitation**, l'impôt **proportionnel** et l'impôt **progressif**.

131) L'impôt **direct** est celui qui est prélevé sur la fortune et le revenu du contribuable. En Valais, le canton et les communes perçoivent des impôts directs. L'impôt **indirect** est celui qui frappe ou bien

des marchandises ou des objets que consomme le contribuable, ou bien des actes et des transactions qu'il accomplit (achats, ventes).

Tels sont les droits d'entrée prélevés par la Confédération sur diverses marchandises, et les droits de timbre et d'enregistrement perçus par le canton .

132) L'impôt de **capitation** est un impôt unique et uniforme qui frappe tous les contribuables, sans égard à leur famille, et en raison même de leur personne et de leur existence (taxe de ménage).

133) On appelle impôt **proportionnel** celui dont le taux est invariablement le même pour tous les contribuables. Ainsi, en supposant que l'impôt soit de 2‰, la personne qui possède une fortune imposable de 150,000 francs payera 300 francs et celle qui possède 15,000 payera 30 fr., c'est-à-dire exactement la même proportion.

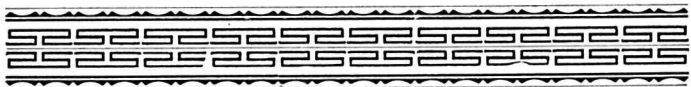
On appelle impôt **progressif** celui dont le taux varie et croît à mesure que les facultés du contribuable sont plus grandes. Ainsi, celui qui possède une fortune imposable de 150,000 fr. payera par exemple 4‰, ce qui fait 600 fr., tandis que celui qui possède 15,000 francs ne payera que 2‰, soit 30 francs.

134) En Valais, la «progressivité» existe pour l'impôt cantonal sur la fortune et sur le revenu. Ce système est bien plus équitable que l'impôt proportionnel qui exige, sans discernement, la même proportion du riche contribuable et du petit propriétaire, du gros industriel et du modeste employé. Mais il ne faudrait pas aller trop loin et rejeter la totalité des impôts sur les classes riches. En somme, considéré à un certain point de vue, l'impôt n'est que le prix des avantages que l'Etat procure à ses habitants. Or,

comme chacun participe à ces avantages, il est juste aussi que chacun paie l'impôt.

135) On entend par **minimum d'existence** une somme fixe qu'avant de calculer l'impôt, on déduit des petites fortunes et des revenus modestes. On désigne, sous le même nom, certaines réductions opérées sur la fortune des veuves, des orphelins et des invalides, ou sur le revenu des contribuables mariés, chargés d'un ou de plusieurs enfants de moins de 16 ans.





Cinquième partie

LA CONFÉDÉRATION

Nous venons de voir que le canton du Valais est un Etat, et nous en avons étudié les institutions. Cependant, la souveraineté de l'Etat cantonal n'est pas totale et illimitée. Le canton, en effet, est membre et partie intégrante d'un Etat plus grand et plus important : la Confédération. C'est à cet Etat central que tous les cantons suisses ont abandonné une partie de leur souveraineté et de leurs droits. Ils l'ont fait autant dans leur propre intérêt qu'en vue de la prospérité commune.





TRENTE ET UNIEME LEÇON.

L'Etat fédératif suisse

136) La Confédération suisse est une association d'Etats souverains qui, en s'unissant, ont eu pour but leur défense mutuelle contre l'étranger, le maintien de l'ordre et de la tranquillité à l'intérieur, la protection de la liberté et des droits de la Confédération et l'accroissement de la prospérité commune.

137) En Suisse, les 22 cantons sont souverains mais leur souveraineté est limitée par la Constitution fédérale, suivant la notion, déjà expliquée, de l'Etat fédératif.

138) De même que dans le canton, les trois pouvoirs de la Confédération sont séparés. Le **pouvoir législatif** est exercé par le Conseil national, élu par les citoyens suisses à raison d'un député pour 20,000 âmes de population, suivant le système de la représentation proportionnelle, et par le Conseil des Etats, formé de deux députés par canton. (Chaque demi-canton en nomme un). Dans quelques cantons, les députés du Conseil des Etats sont élus par le Grand Conseil. En Valais, ils le sont par le peuple. Le **pouvoir exécutif** est confié au Conseil fédéral composé de 7 membres, et le **pouvoir judiciaire**, au Tribunal fédéral.

TRENTE-DEUXIEME LEÇON.

Système politique de la Suisse

139) La Constitution de 1848, confirmée et modifiée par celle de 1874 a fait de la Confédération suisse un **Etat fédératif**, république démocratique mixte. Les cantons ont renoncé à certaines de leurs prérogatives souveraines en faveur du Gouvernement fédéral, par exemple en ce qui concerne la défense nationale, les postes, les télégraphes, les téléphones, les monnaies, les douanes, les chemins de fer, la régle des poudres, le droit civil et commercial, la législation industrielle, etc.

140) Ainsi, de cantons souverains, groupés en Confédération pour leur défense et la sauvegarde de leurs intérêts, la Constitution de 1848 a fait un Etat plus homogène, la Suisse. Il n'y a plus seulement aujourd'hui des citoyens de différents cantons, mais il y a un **peuple suisse**. Depuis 1848, les représentants du peuple suisse siègent au Conseil national, pendant que, conformément aux traditions de l'ancienne Confédération, les délégués des cantons forment le Conseil des Etats, la seconde Chambre de l'Assemblée fédérale. Il faut remarquer cependant que les membres du Conseil des Etats ne reçoivent pas de leur canton un mandat impératif, comme c'était le cas dans l'ancienne Diète.

141) Berne a été désignée comme ville fédérale. L'administration fédérale y est concentrée en grande partie au Palais fédéral. Les trois langues allemande, française et italienne sont langues nationales officielles

et au même titre. Toutes les lois et ordonnances fédérales paraissent dans ces trois langues.

TRENTE-TROISIEME LEÇON.

Assemblée fédérale

142) L'Assemblée fédérale formée du **Conseil national** et du **Conseil des Etats**, sous réserve des droits du peuple et des cantons, est l'autorité suprême de la Confédération. Les deux conseils siègent à Berne, au Palais fédéral. Ils sont nommés pour trois ans (tout électeur suisse laïque et ayant droit de vote est éligible). Ils se réunissent chaque année en session ordinaire en juin et en décembre; toutefois, ils peuvent être convoqués soit par le Conseil fédéral, soit sur la demande du quart des membres du Conseil national ou sur celle de cinq cantons. Les députés du Conseil national sont indemnisés par la Caisse fédérale, tandis que les membres du Conseil des Etats le sont par les cantons. Dans la règle, les séances sont publiques. Chaque Conseil nomme son bureau pour une année.

143) Voici les principales attributions de ces deux Conseils :

- a) ils sont chargés de l'élaboration des lois fédérales;
- b) ils s'occupent des alliances et des traités avec les autres Etats ;
- c) ils disposent de l'armée fédérale. Ils prennent des mesures pour la sûreté extérieure et intérieure de la Suisse, ainsi que pour le maintien de son indépendance et de sa neutralité ; ils sont seuls com-

pétents pour les déclarations de guerre et pour la conclusion de la paix ;

- d) ils établissent le budget fédéral; ils peuvent seuls autoriser des emprunts ;
- e) ils ont la haute surveillance de l'administration et de la justice fédérales ;
- f) ils accordent ou refusent la garantie aux Constitutions cantonales ;
- g) ils peuvent procéder à la revision de la Constitution fédérale, sous réserve de l'approbation du peuple suisse et de celle des cantons ;
- h) ils exercent le droit de grâce et d'amnistie ;
- i) ils discutent les rapports de gestion du Conseil fédéral.

144) Le Conseil national et le Conseil des Etats délibèrent séparément; une loi fédérale ne peut être mise en vigueur que lorsqu'elle a été approuvée par les deux Chambres. Cet accord est parfois difficile à obtenir, mais il constitue une garantie pour les droits des citoyens. Les deux Chambres se réunissent pour délibérer en commun en Assemblée fédérale, sous la direction du président du Conseil national, lorsqu'il s'agit de nommer le Conseil fédéral, le président de la Confédération, le Tribunal fédéral, le président du Tribunal fédéral, le Tribunal fédéral des assurances, le président de ce Tribunal, le chancelier de la Confédération, le général en chef; de même pour exercer le droit de grâce ou d'amnistie, pour prononcer sur un conflit de compétence entre autorités fédérales. La majorité des membres votants des deux Conseils décide.

TRENTE-QUATRIEME LEÇON.

Conseil fédéral

145) Le **Conseil fédéral** exerce l'autorité exécutive supérieure de la Confédération; il se compose de sept membres nommés pour trois ans par l'Assemblée fédérale. Tout électeur laïque est éligible; toutefois il ne peut être nommé plus d'un conseiller fédéral dans un même canton. Le Président du Conseil fédéral, nommé pour un an par l'Assemblée fédérale (et non immédiatement rééligible), porte le titre de **Président de la Confédération**. Les Conseillers fédéraux sont indemnisés par la Caisse d'Etat fédérale. Le secrétaire du Conseil fédéral porte le nom de **Chancelier de la Confédération**.

146) Les **Conseillers fédéraux** ne peuvent exercer d'autres occupations que celles qui sont relatives à leurs hautes fonctions. Ils doivent résider à Berne. Ils ne peuvent valablement délibérer que lorsque quatre membres au minimum sont présents. Ils assistent aux séances des Chambres fédérales avec voix consultative.

147) Chaque conseiller fédéral est à la tête d'un département, c'est-à-dire d'une division administrative. Les sept **Départements fédéraux** sont: 1) le département politique; 2) le département de l'intérieur; 3) le département de justice et police; 4) le département militaire; 5) le département des finances et des douanes; 6) le département de l'économie publique; 7) le département des postes et des chemins de fer.

148) Le Conseil fédéral a les attributions suivantes :

- a) il fait exécuter la Constitution, les lois et les arrêtés de la Confédération, ainsi que les jugements du Tribunal fédéral ;
- b) il présente les projets de lois ou d'arrêtés à l'Assemblée fédérale ;
- c) il nomme un grand nombre de fonctionnaires fédéraux et surveille leur gestion ;
- d) il veille à la sûreté extérieure de la Suisse, au maintien de son indépendance et de sa neutralité ; il représente le pays vis-à-vis de l'étranger et entretient des rapports avec les autres Etats ;
- e) il veille à l'ordre intérieur de la Suisse ;
- f) il dirige l'organisation militaire, les postes, le télégraphe, le téléphone, les douanes ; surveille les administrations de chemins de fer, etc.
- g) il administre les finances de la Confédération, présente chaque année un rapport de gestion, le budget fédéral, et rend compte des recettes et des dépenses.

TRENTE-CINQUIEME LEÇON.

Les finances fédérales*

149) Pour subvenir aux dépenses de son administration, la Confédération dispose des ressources suivantes :

- a) du produit de la fortune fédérale consistant en immeubles, biens mobiliers et capitaux ;
- b) du produit des péages fédéraux (droits de douane), qui constitue le facteur le plus important des recettes fédérales ;

- c) du produit des postes et des télégraphes ;
- d) du produit de la régle (monopole) des poudres ;
- e) de la moitié du produit brut des taxes militaires perçues par les cantons ;
- f) des contributions des cantons; mais loin d'y avoir recours, la Confédération accorde aux cantons d'abondantes et larges subventions ;
- g) du produit des droits de timbre sur les titres, les effets de change et les quittances de primes d'assurances ;
- h) du produit de l'impôt sur les coupons des titres, actions et obligations.

150) Les **droits d'entrée** perçus par la Confédération sont plus ou moins élevés, selon la nature des marchandises auxquelles ils s'appliquent. C'est ainsi que les objets de première nécessité et les matières nécessaires à l'industrie et à l'agriculture doivent être taxés beaucoup plus bas que les objets de luxe.

151) La Confédération exploite aussi la **Régie des alcools**. Elle a le droit exclusif de fabriquer et d'importer des spiritueux distillés, à l'exception toutefois des produits obtenus, en Suisse, par la distillation des matières telles que le raisin, le vin, le marc, les fruits et les racines de gentiane. L'excédent des recettes de cette exploitation est réparti proportionnellement entre les cantons qui doivent en affecter le 10% au moins à la lutte contre l'alcoolisme.

152) Dans la règle, la Confédération ne perçoit pas d'impôt direct. Cependant, pour subvenir aux grandes dépenses de la mobilisation de guerre (1914/18) elle prélève un **impôt de guerre**, à titre extraordinaire. Cet impôt est perçu par périodes de quatre ans, et le cinquième des contributions encais-

sées appartient aux cantons. L'impôt de guerre durera probablement jusqu'à la fin de 1934.

TRENTE-SIXIEME LEÇON.

Le Tribunal fédéral et le **Tribunal fédéral des assurances**

153) Le pouvoir judiciaire de la Confédération est exercé :

- a) par le **Tribunal fédéral** qui a son siège à Lausanne;
- b) par le **Tribunal fédéral des assurances** qui a son siège à Lucerne ;

154) Le **Tribunal fédéral** est nommé par l'Assemblée fédérale. Il est composé de vingt-quatre juges et de neuf suppléants. Sont éligibles tous les électeurs suisses laïques et ayant le droit de voter. Il juge, en matière civile, les différends qui se produisent dans certaines circonstances :

- a) entre la Confédération et les cantons ;
- b) entre la Confédération et les particuliers ou les corporations ;
- c) entre les cantons ;
- d) entre les cantons et les corporations ou les particuliers, dans des cas spéciaux prévus par la loi ;
- e) il fonctionne aussi comme instance de recours contre certains jugements des tribunaux cantonaux (à partir de 4000 fr., en principe).

155) En matière pénale, le Tribunal fédéral juge :

- 1) les cas de trahison, de révolte ou de violence con-

tre l'autorité fédérale; 2) les crimes et délits contre le droit de gens ; 3) les crimes et délits politiques ; 4) les faits relevés à la charge des fonctionnaires fédéraux, lorsque l'autorité fédérale en saisit le Tribunal fédéral.

156) Il est, en outre, appelé à se prononcer dans un grand nombre de cas qu'il serait trop long d'éduquer ici. Les fonctions de juge au Tribunal fédéral sont incompatibles avec tout autre emploi ou profession. Les juges sont élus pour six ans. Peut être appelé à remplir les fonctions de juré tout citoyen suisse laïque et ayant le droit de voter.

157) Le Tribunal fédéral des assurances comprend cinq juges et cinq suppléants, élus pour 6 ans par l'Assemblée fédérale. Ce tribunal tranche les contestations concernant l'assurance militaire ainsi que l'assurance en cas de maladie et d'accidents.

TRENTE-SEPTIEME LEÇON.

Organisation militaire

158) Tout citoyen suisse âgé de 20 à 48 ans, doit le service militaire. Chaque soldat reçoit de la Confédération un armement et un équipement. L'arme reste entre les mains du soldat. Les citoyens qui n'accomplissent pas le service personnel sont soumis, jusqu'à l'âge de 40 ans, à l'impôt militaire. Cet impôt est proportionné à leur fortune et à leur revenu.

159) L'armée suisse est chargée d'assurer la défense de la patrie contre l'étranger et le maintien de

l'ordre intérieur. Elle constitue une **armée de milices**; la Confédération n'a pas de troupes permanentes, sauf pour les garnisons de forteresse. Le soldat suisse est astreint à une école de recrues et à un certain nombre de cours de répétition.

160) L'armée fédérale est composée de diverses armes : infanterie, cavalerie, artillerie, génie, etc.

L'infanterie est groupée en bataillons, régiments et brigades. Jointes aux armes spéciales, ces corps de troupes constituent les unités d'armée nommées divisions et corps d'armée.

Les différents **grades** des officiers de l'armée sont, dans l'ordre hiérarchique: le lieutenant, le premier-lieutenant, le capitaine, le major, le lieutenant-colonel, le colonel, le colonel divisionnaire, le colonel commandant de corps.

En cas de mobilisation générale, l'Assemblée fédérale nomme le **général** qui est investi du commandement suprême de l'armée.

161) De l'âge de 20 à 32 ans, les soldats font partie de l'**élite**; de 33 à 40 ans, de la **landwehr**; de 41 à 48 ans, du **landsturm**. En cas de guerre, le Conseil fédéral peut ordonner le recrutement des hommes âgés de 18 et de 19 ans.

Les hommes astreints au service militaire, non incorporés dans l'une des trois classes de l'armée, mais reconnus aptes aux travaux accessoires de la défense nationale, sont affectés aux **services complémentaires**.

162) L'armée suisse a un effectif d'environ 330,000 hommes (en 1922). En y ajoutant les services complémentaires qui comptent environ 180,000 (en 1921) on arrive à un effectif total dépassant 500,000 hommes.

La justice militaire est exercée par les tribunaux militaires. Pendant la durée du service militaire, la Confédération assure les soldats contre les maladies et les accidents.

TRENTE-HUITIEME LEÇON.

Les relations internationales*

163) Chaque Etat est intéressé à savoir ce qui se passe dans les autres Etats, spécialement au point de vue politique et commercial. C'est pourquoi la plupart des nations entretiennent des **agents diplomatiques** dans les pays avec lesquels ils ont de fréquents rapports. Ces hauts fonctionnaires représentent le gouvernement de leur pays et le tiennent au courant des événements qui surgissent dans l'Etat où ils résident; ils doivent aussi chercher à conserver entre les deux pays des relations amicales et à sauvegarder les intérêts de leurs compatriotes. Les agents diplomatiques sont divisés en 4 classes, suivant leur importance: **ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, ministres résidents, chargés d'affaires**. Le droit des gens ou droit international public est l'ensemble des règles qui régissent les rapports des Etats entre eux.

164) La Suisse n'envoie pas d'ambassadeur, mais des ministres plénipotentiaires et des ministres résidents.

Tout le personnel diplomatique suisse (ministres, conseillers de légation, secrétaires, etc.) est nommé par le Conseil fédéral.

Les agents diplomatiques jouissent de l'**immunité diplomatique**, c'est-à-dire de l'inviolabilité.

165) De nombreuses puissances ont accrédité (c'est-à-dire installé régulièrement) des agents diplomatiques en Suisse.

De tous les pays, la France seule est représentée par un ambassadeur; le Saint-Siège a accrédité un ministre appelé **nonce**.

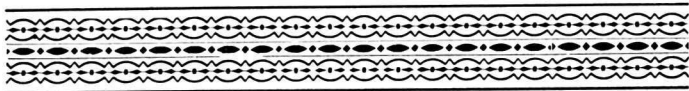
166) Les **consuls** ne sont pas des agents diplomatiques et ne jouissent pas, par conséquent, des privilèges des ministres. Ils ont pour mission de protéger leurs nationaux et de veiller aux intérêts commerciaux de leur pays. La Suisse a des consuls dans les principales villes commerçantes du monde. Cependant, elle n'a pas de consulats dans les pays musulmans.

167) On distingue les **consuls de carrière** et les **consuls honoraires**. Les premiers consacrent tout leur temps à leurs fonctions, tandis que les seconds exercent le consulat à côté de leurs occupations professionnelles. On distingue également les **consuls généraux**, les **consuls**, les **vice-consuls**, etc. Le corps consulaire suisse est nommé par le Conseil fédéral. Dans les Etats où la Suisse n'a pas de consul ou d'agent diplomatique, elle confie ses intérêts aux représentants d'un pays ami.

168) Parfois, par suite de conflits graves, les relations diplomatiques sont rompues, et même la guerre éclate. On appelle **neutralité** le fait qu'un Etat désire ne pas prendre part, dans une guerre entre d'autres Etats. La Suisse bénéficie d'une **neutralité perpétuelle** qui lui défend de participer à une guerre entre Etats voisins. De leur côté les Etats belligé-

rants ont le devoir de ne pas porter atteinte à cette neutralité en entrant sur notre territoire dans un but stratégique. S'ils n'observent pas cette obligation, la Suisse peut renoncer à sa neutralité et leur déclarer la guerre.





Sixième partie

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Comme nous l'avons vu, la Confédération entretenait des relations avec de nombreux Etats. La plupart des pays suivent la même ligne de conduite. Mais, quelles que soient ces relations internationales, il s'élève parfois entre les Etats de redoutables conflits. Si les négociations directes ne peuvent les apaiser, la guerre éclate presque inévitablement. C'est en vue de conjurer, autant que possible, cet horrible fléau, qu'instruites par les leçons de la grande guerre, les nations ont conclu entre elles une imposante association désignée sous le nom de Société des Nations. Le 16 mai 1920, le peuple suisse a voté, avec enthousiasme, l'entrée de la Confédération dans cette ligue universelle.



TRENTE-NEUVIEME LEÇON.

Origine, but, activité de la Société des Nations*

169) On a cité comme des précurseurs de la Société des Nations : Henri IV, Sully, Fénelon, Nicole, Montesquieu, l'Abbé de St-Pierre, auteur d'un Plan de paix universelle. Mais le véritable père de la Société des Nations est M. Wilson, président des Etats-Unis. C'est lui qui, au plus fort de la guerre mondiale, émit l'idée d'une grande paix basée sur une entente internationale. Il prononça à ce sujet des discours retentissants, dont le plus célèbre, sans doute, fut celui «des quatorze points» (8 janvier 1918). Une fois la guerre terminée, le président Wilson siégea à la Conférence de la paix. Il y défendit son idée avec une ardeur indomptable, et la Société des Nations fut reconnue par le traité de Versailles du 29 juin 1919.

170) La Société des Nations s'organisa à Genève dès 1920, et se compose actuellement de la plupart des pays du globe, à l'exception notamment de la Russie et des Etats-Unis, qui ne voulurent pas ratifier l'œuvre de leur président. Les Etats membres de la Société ont une population totale d'environ 1400 millions d'habitants, soit les $\frac{4}{5}$ de l'humanité. La Société des Nations est donc bien un organe international qui tend à l'universalité.

171) Le but essentiel de la Société des Nations est le **maintien de la paix**. Sa compétence s'étend à

tout ce qui concerne la paix du monde. Tous les Etats qui en font partie ont contracté l'obligation de ne jamais faire de guerre, sans avoir recouru sérieusement à l'une des procédures (moyens) internationales de règlement pacifique. Ces procédures sont principalement : un jugement d'arbitres, un jugement de la Cour permanente de justice, la médiation du Conseil de la Société des Nations. Bref, la Société des Nations ne vise qu'à placer les conflits entre nations sous le même régime que les conflits entre particuliers; c'est-à-dire à les faire régler par les **voies de droit** à l'exclusion des **voies de fait** (guerre).

172) La Société des Nations, qui a déjà travaillé efficacement à l'apaisement de nombreux conflits, s'occupe également de l'exécution des traités, des difficultés qui en découlent et d'autres tâches politiques, économiques et sociales. Elle a organisé différentes conférences pour améliorer les conditions économiques de la vie en Europe (Conférence de Barcelone sur les transits, Conférence financière de Bruxelles), mais sa plus belle œuvre économique et financière est sans doute la restauration de l'Autriche. Au nombre des œuvres sociales et humanitaires dont elle s'occupe, il convient de citer la lutte contre le typhus et contre le commerce de l'opium en Extrême-Orient. La Société des Nations administre le territoire de la Sarre et de Dantzig; elle surveille les mandats que certains Etats exercent sur d'autres pays : par exemple le mandat de l'Angleterre sur la Palestine, celui de la France sur la Syrie.

173) Toute cette activité démontre que la Société des Nations n'est point une chimère. Il serait insensé d'exiger d'elle, après quelques années d'existence, la

pacification et la restauration complète d'un monde bouleversé. La Société des Nations n'est encore qu'une expérience. Sans être définitive ni concluante, cette expérience autorise néanmoins les plus grands espoirs. Notre devoir est de l'aider dans l'accomplissement de sa tâche, en lui créant, avant tout, une opinion publique favorable. Nous devons vouloir l'idéal de paix et d'entente universelle; car de même que la Suisse n'existe que par la volonté de ses concitoyens, la Société des Nations ne peut vivre et se développer que par la volonté des gouvernements et des peuples qui la composent. Faisons-lui confiance; sans cesser pour autant de veiller à la sécurité de notre petite patrie et de prendre les mesures qu'exige notre indépendance.

QUARANTIEME LEÇON.

Organisation de la Société des Nations*

174) La Société des Nations possède une vaste organisation, en rapport avec l'importance de sa mission et l'étendue de ses tâches. Ses organes sont : l'Assemblée, le Conseil, le Secrétariat permanent, la Cour permanente de justice internationale, le Bureau international du travail et plusieurs autres organisations techniques et organes consultatifs.

175) L'Assemblée se réunit à Genève, une fois par an, à l'ordinaire. Elle se compose de tous les Etats membres, à raison de trois délégués par Etat. Chaque Etat dispose d'une voix. C'est ainsi que la voix de la petite Suisse a la même importance que celle de la puissante Angleterre. Les travaux de

l'Assemblée sont répartis en six grandes commissions.

176) Le Conseil se compose de membres permanents et de membres non permanents. Il siège dans différentes villes de l'Europe. Les cinq Etats qui sont toujours représentés au Conseil sont : l'Angleterre, la France, le Japon, l'Italie et l'Allemagne. Au sein du Conseil, les grandes puissances jouissent donc d'une situation prépondérante.

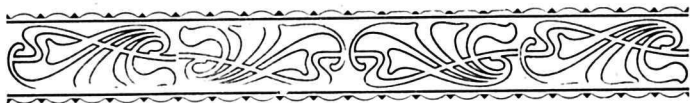
177) Le Secrétariat permanent est aussi établi à Genève. Il se divise en de nombreuses sections, groupe des spécialistes en toutes matières et compte environ 400 collaborateurs.

178) Le Bureau international du Travail est chargé de l'étude des conditions de travail dans le monde entier, et prépare les projets de traités internationaux relatifs au travail. L'organisation du travail est basée sur la Charte du travail contenue dans le traité de Versailles. Les grands principes de la Charte du Travail sont : le paiement au travailleur d'un salaire lui assurant une vie convenable; la généralisation de la journée de 8 heures ou de la semaine de 48 heures; l'adoption d'un repos hebdomadaire de 24 heures devant, autant que possible, comprendre le dimanche.

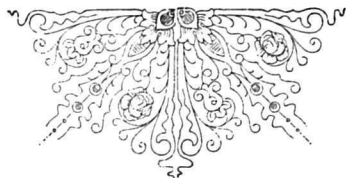
179) La Cour permanente de justice internationale est un tribunal permanent qui siège à la Haye. Elle est chargée de juger les différends entre les nations, ou de donner des avis sur les litiges qui lui sont soumis soit par les Nations en désaccord, soit par l'Assemblée ou le Conseil. C'est le premier vrai tribunal mondial, car les créations précédentes ne constituaient que des cours d'arbitrage.

180) C'est un grand honneur pour la Suisse de posséder le siège officiel de la Société des Nations. Mais y aurait-il au monde une atmosphère plus favorable à l'esprit d'entente internationale que celle de notre patrie ? Avant de devenir l'Etat fédératif d'aujourd'hui, la Suisse, pendant plusieurs siècles, n'a pas été autre chose qu'une société des nations en miniature.

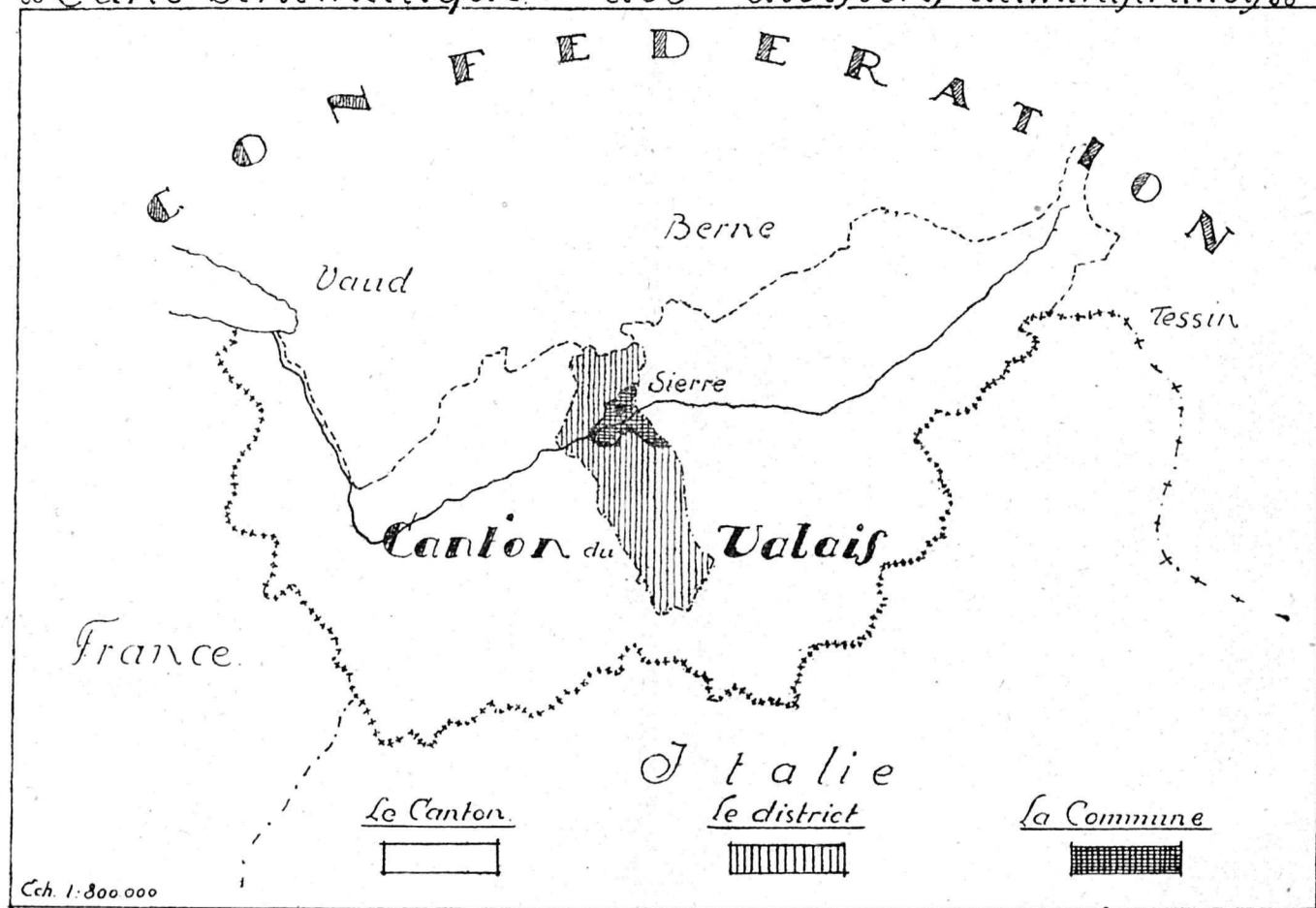


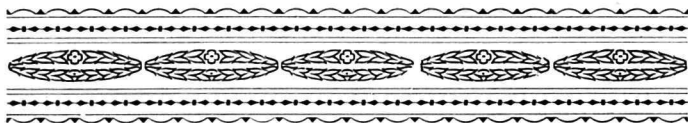


TABLEAUX RÉCAPITULATIFS



..Carte schématique des divisions administratives..





La Famille

fondée sur le mariage et la propriété privée
cellule de la

Société

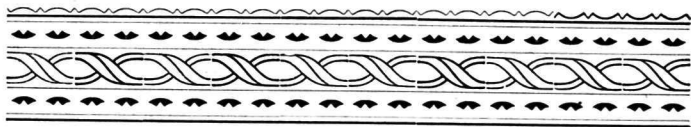
organisée en :

Commune ~ District ~ Canton ~ Confédération

régis par trois pouvoirs séparés :

Législatif ~ Exécutif ~ Judiciaire





Pouvoir Législatif

DANS LA COMMUNE

L'Assemblée primaire

composée de tous les citoyens électeurs. (Pour la Bourgeoisie : Assemblée bourgeoisie).

(DANS LE DISTRICT)

Le Conseil de district

composé des délégués des communes, nommés par les Conseils communaux, à raison d'un délégué sur 300 âmes de population, pour la durée de 4 ans.

DANS LE CANTON

Le Grand Conseil

composé d'un député sur 1100 âmes de population suisse ; élu tous les quatre ans d'après le système proportionnel.

DANS LA CONFEDERATION

L'Assemblée fédérale

composée: a) du Conseil national, à raison d'un député sur 20,000 âmes de population, élu par le peuple, tous les 3 ans, d'après le système proportionnel ; b) du Conseil des Etats, composé de 44 députés, 2 par canton.



Pouvoir Exécutif

DANS LA COMMUNE

Le Conseil communal

composé de 3 à 15 membres, élus tous les 4 ans par l'Assemblée primaire. (Pour la Bourgeoisie : Conseil bourgeoisial).

DANS LE DISTRICT

Le Préfet

nommé par le Conseil d'Etat pour la durée de 4 ans.

DANS LE CANTON

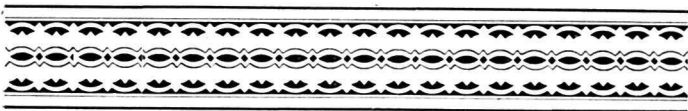
Le Conseil d'Etat

composé de 5 membres, élus tous les 4 ans par le peuple; dirige 6 Départements.

DANS LA CONFEDERATION

Le Conseil fédéral

composé de 7 membres, nommés par l'Assemblée fédérale pour 3 ans; dirige 7 Départements.



Pouvoir Judiciaire

DANS LA COMMUNE

Le Juge de commune

élu tous les 4 ans par l'Assemblée primaire, et le **tribunal de police** (composé de conseillers communaux).

DANS LE DISTRICT

Le Juge-instructeur

nommé par le Tribunal cantonal pour 4 ans, au nombre de 9 pour tout le canton. (**Tribunal d'arrondissement** composé de 3 juges-instructeurs).

DANS LE CANTON

Le Tribunal cantonal

composé de 5 juges et de 3 suppléants, nommés par le Grand Conseil pour la durée de 4 ans.

DANS LA CONFEDERATION

Le Tribunal fédéral

composé de 24 juges et de 9 suppléants, nommés tous les 6 ans par l'Assemblée fédérale.



La Confédération suisse

est membre de la

Société des Nations

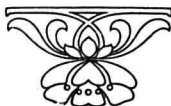
dont les principaux organes sont :

l'Assemblée, le Conseil

le Secrétariat permanent

la Cour permanente de Justice internationale

le Bureau international du Travail



Notes

This image shows a single page of white paper with horizontal blue or grey ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

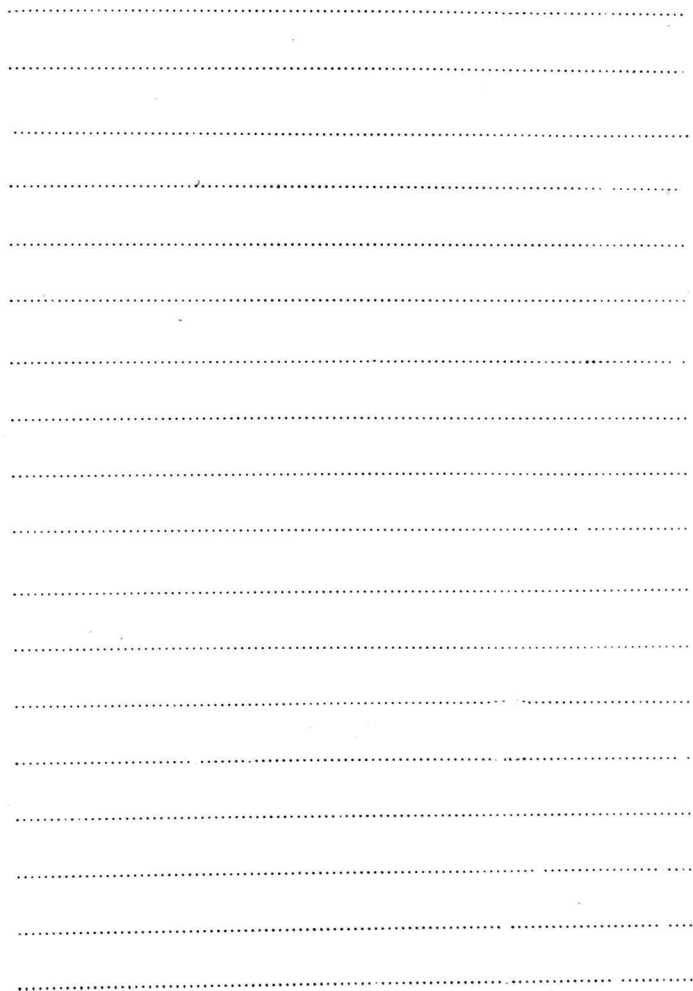
[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]



Errata

Page 27, § 57, 6me ligne, lire **bourgeois** au lieu de **bourgeios**;

Page 29, § 62, à la fin, lire **chapellenies** au lieu de **chapel-leries**.



Table des Matières

	Pages
Avant-propos	2

PREMIERE PARTIE

La Famille	5
Première leçon : Nature de la famille	7
Deuxième leçon : Importance de la famille	8

DEUXIEME PARTIE

La Commune	11
Troisième leçon : La commune en général	13
Quatrième leçon : Le citoyen	14
Cinquième leçon : Le droit de referendum et d'initiative	15
Sixième leçon : Le droit de vote et d'élection	17
Septième leçon : Le droit de vote et d'élection (Suite)	18
Huitième leçon : La représentation proportionnelle*	20
Neuvième leçon : L'Assemblée primaire et le Conseil général	21
Dixième leçon : Le Conseil et l'administration communale	23
Onzième leçon : Le juge de commune	24
Douzième leçon : La Chambre pupillaire*	25
Treizième leçon : La Bourgeoisie*	27
Quatorzième leçon : La Paroisse	28

TROISIEME PARTIE

Le District	31
Quinzième leçon : Le district en général	33

QUATRIEME PARTIE

	Pages
Le Canton	35
Seizième leçon : L'Etat	37
Dix-septième leçon : Différentes formes d'Etats	38
Dix-huitième leçon : Différentes formes de Gouverne- ments	39
Dix-neuvième leçon : La Constitution et la séparation des pouvoirs	41
Vingtième leçon : Le Grand Conseil	42
Vingt et unième leçon : Organisation et attributions du Grand Conseil	44
Vingt-deuxième leçon : Le Conseil d'Etat	45
Vingt-troisième leçon : Les Départements de l'Etat*	47
Vingt-quatrième leçon : Le Pouvoir judiciaire	49
Vingt-cinquième leçon : Justice pénale	50
Vingt-sixième leçon : Justice civile	52
Vingt-septième leçon : Le Tribunal cantonal	54
Vingt-huitième leçon : L'Instruction publique*	56
Vingt-neuvième leçon : Les dépenses et les ressources de l'Etat*	58
Trentième leçon : L'impôt*	59

CINQUIEME PARTIE

La Confédération	63
Trente et unième leçon : L'Etat fédératif suisse	65
Trente-deuxième leçon : Système politique de la Suisse	66
Trente-troisième leçon : Assemblée fédérale	67
Trente-quatrième leçon : Conseil fédéral	69
Trente-cinquième leçon : Les finances fédérales*	70
Trente sixième leçon : Le Tribunal fédéral et le Tribu- nal fédéral des assurances	72
Trente-septième leçon : Organisation militaire	73
Trente-huitième leçon : Les relations internationales*	75

SIXIEME PARTIE

	Pages
La Société des Nations	79
Trente-neuvième leçon : Origine, but, activité de la Société des Nations*	81
Quarantième leçon : Organisation de la Société des Na- tions*	83
Tableaux récapitulatifs	87
Errata	101



